

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 JUILLET 1920.

Projet de loi portant interprétation et revision de la loi du 10 mai 1919 sur la réparation des dommages résultant du fait de la guerre.

Wetsontwerp houdende verklaring en herziening der wet van 10 Mei 1919 op het herstel van schade voort-spruitende uit de oorlogsfeiten.

I. — ERRATA AU PROJET DE LOI.

ART. 4. — Au lieu de :

« Sans préjudice à la disposition à l'article 27 ci-après... »

Lire :

« Sans préjudice à la disposition de l'article 27 ci-après... »

ART. 13. — Au lieu de :

« Valeur du bien au 1^{er} août 1919 ».

Lire :

« Valeur du bien au 1^{er} août 1914 »

ART. 14. — Au lieu de :

« Si ce dernier était propriétaire de l'immeuble lui servant d'habitation, il a droit, en outre, à 5 p. c. de la valeur de cet immeuble. Principe : mobilier ; l'indemnité ne peut en aucun cas être calculée sur une valeur dépassant 50,000 francs pour les immeubles et pour les meubles sur une valeur excédant celle des meubles meublants... »

I. — VERBETERINGEN IN HET WETS-ONTWERP.

ART. 14. -- In plaats van :

« Was deze laatste eigenaar van het vast goed dat hij bewoonde, dan heeft hij daarenboven recht op 5 t. h. der waarde van dit vast goed. Beginsel : meubelen ; de vergoeding mag in geen geval berekend worden op een waarde boven de 50,000 frank voor de vaste goederen en voor de meubelen op een waarde boven die van het stoffearend huisraad... »

Lire :

« Si ce dernier était propriétaire de l'immeuble lui servant d'habitation il a droit, en outre, à 5 p. c. de la valeur de cet immeuble. Toutefois l'indemnité ne peut, en aucun cas, être calculée, pour les immeubles sur une valeur supérieure à 50,000 francs et pour les meubles sur une valeur excédant celle des meubles meublants... »

ART. 18. — Au lieu de :

« L'alinéa premier et l'alinéa final de l'article 15 sont applicables... »

Lire :

« L'alinéa premier de l'article 15 est également applicable... »

ART. 52. — Au lieu de :

« Les indemnités de réparation sont productives d'un intérêt de 5 p. c. l'an à partir du 1^{er} janvier 1920 ou de la date du dommage si celui-ci est postérieur au dommage. »

Lire :

« Les indemnités de réparation sont productives d'un intérêt de 5 p. c. l'an à partir du 1^{er} janvier 1920 ou de la date du dommage si celui-ci est postérieur à cette date. »

II. — ERRATA A L'ANNEXE.

Page 18. — Ajouter l'article 19^{bis} ainsi conçu :

ART. 19^{bis}. — Le Roi peut, sur l'avis du Conseil Supérieur des dommages de guerre, fixer par catégorie de biens des coefficients d'après lesquels les juridictions de dommages de guerre sont tenues de déterminer le montant des indemnités de emploi.

Lezen :

« Was deze laatste eigenaar van het vast goed dat hij bewoonde, dan heeft hij daarenboven recht op 5 t. h. der waarde van dit vast goed. Nochtans mag de vergoeding in geen geval berekend worden, voor de vaste goederen op eene waarde boven de 50.000 frank, en voor de meubelen op eene waarde boven die van het stoffearend huisraad... »

ART. 18. — In plaats van :

« Lid 1 en eindlid van artikel 15 zijn van toepassing... »

Lezen :

« Lid 1 van artikel 15 is insgelijks van toepassing... »

ART. 52. — In plaats van :

« De vergoedingen tot herstel kunnen van af 1 Januari 1920 of van af den datum der schade, indien deze na de schade gevallen is, een interest van 5 t. h. opbrengen. »

Lezen :

« De vergoedingen tot herstel kunnen van af 1 Januari 1920, of van af den datum der schade, indien deze na dien datum gevallen is, een interest van 5 t. h. opbrengen... »

II. — VERBETERINGEN IN HET BIJVOEGSEL.

Bladzijde 18. — Er artikel 19^{bis} aan toevoegen dat luidt als volgt :

ART. 19^{bis}. — De Koning kan, op advies van den Hoogen Raad voor oorlogsschade, coëfficiënten per categorieën goederen vaststellen waarnaar de rechtsinstellingen voor oorlogsschade gehouden zijn het bedrag der vergoedingen voor wederbelegging te bepalen.

Page 20. Compléter l'article 27 comme suit :

« En cas de refus du sinistré, l'offre sera tenue pour acceptée si le tribunal juge que le refus n'est pas justifié. »

Modifier comme suit l'article 49 :

« Dans le délai de deux mois de la décision définitive... »

Modifier comme suit l'article 52 :

« Les tribunaux de dommages de guerre fixent les époques à partir desquelles les jugements sont exécutoires en ce qui concerne les indemnités définitives ou provisionnelles accordées à charge de emploi, conformément à l'article 15 ci-dessus ».

Page 27. — Supprimer l'article 70.

Il s'agit ici d'une question de procédure traitée par l'article 69 de la loi du 25 avril 1920.

Bladzijde 20. — Artikel 27 aanvullen als volgt :

« Bijaldien de geteisterde weigert, zal het aanbod worden aangezien als zijnde aanvaard, zoo de rechtbank oordeelt dat de weigering niet gebillijkt is. »

Artikel 49 wijzigen als volgt :

« Binnen het termijn van twee maanden na de bepaalde beslissing. »

Artikel 52 wijzigen als volgt :

« De rechtbanken voor oorlogsschade bepalen de tijdstippen te beginnen waarvan de vonnissen uitvoerbaar zijn wat betreft de mits wederbelegging, overeenkomstig bovenstaand artikel 15 voorgoed of bij voorraad verleende vergoedingen. »

Bladzijde 27. — Artikel 70 doorschrijven.

Er is spraak van een kwestie van rechtspleging, behandeld in artikel 69 van de wet van 25 April 1920.

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 JUILLET 1920.

Projet de loi portant interprétation et révision de la loi du 10 mai 1919
sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Quand l'arrêté-loi du 25 octobre 1918 instaurant le droit à la réparation par la Nation des dommages résultant des faits de la guerre fut promulgué, l'importance de ces dommages était mal connue et le Gouvernement retarda avec raison jusqu'à la libération du territoire la fixation des limites et des modalités de ce droit nouveau.

La loi du 10 mai 1919 eut pour objet d'assurer cette détermination et ces modalités. Elle fixa en principe le montant de la réparation à la valeur du bien au jour de la déclaration de guerre. Mais la réparation ayant pour base la restauration du pays, la loi accorde au sinistré qui veut concourir à cette restauration une faveur particulière : elle lui octroie sous le titre de « prime de remploi » une indemnité supplémentaire égale à la différence entre la valeur du bien en 1914 et sa valeur actuelle. Le législateur avait eu soin, à cet égard, de laisser aux tribunaux un large pouvoir d'appréciation : il leur était loisible de refuser l'indemnité de remploi comme de faire du remploi une condition de la réparation ; d'autre part, ils avaient en ce qui concerne la reconstitution des stocks de matières premières limité à six mois, l'évaluation de ces stocks.

L'application de la loi dans ce domaine du remploi entraînait de sérieux inconvénients allant, dans certains cas, jusqu'aux abus les plus flagrants. Si l'on y ajoute que la situation économique du monde ne s'est pas améliorée depuis l'armistice et qu'ainsi tout abus dans le remploi entraîne pour l'État des conséquences désastreuses, on conçoit qu'il soit devenu nécessaire d'édicter certaines règles qui tout en maintenant les principes de la loi du 10 mai 1919 et notamment le droit à la réparation qui est sa base, évitent ces inconvénients

et limitent dans la mesure possible les abus : il n'est pas possible qu'à prétexte de réparation, certains sinistrés puissent trouver dans la loi une cause d'enrichissement. Sans doute, on eut pu atteindre un certain résultat si les cours et tribunaux de dommages de guerre avaient usé du droit que la loi leur confère. Mais en fait général à ce jour, ils n'ont pas une seule fois refusé d'admettre l'indemnité de emploi; d'autre part, au lieu de considérer la période de six mois ci-dessus rappelée comme un maximum, ils l'ont presque toujours considérée comme immuable. Aussi le projet soumis à vos délibérations fixe-t-il dans l'octroi de l'indemnité de emploi, certaines règles devenues impérieusement nécessaires; ces règles sont légitimes puisque, d'une part, elles tendent à réfréner d'incontestables abus, que d'autre part l'indemnité de emploi étant une faveur donnée au sinistré, le législateur a le droit d'en déterminer les conditions.

C'est en s'inspirant de ces idées que le projet de loi procède par catégories de dommages dans la fixation des règles du emploi.

En matière immobilière d'abord (art. 15), le Gouvernement considère la reconstitution des régions dévastées comme un devoir pour la nation. Il faut accorder à ceux qui ont perdu leur toit au cours de la guerre, les sommes qui leur permettront de reconstituer leur habitation tout en prenant les mesures utiles pour éviter les exagérations, notamment de la part des fournisseurs.

En matière mobilière, au contraire, des distinctions doivent ici être faites.

1° Outillage industriel, agricole ou commercial. — L'article 18 de la loi du 10 mai 1919 permettait d'accorder une indemnité de emploi pour la reconstitution des matières premières, produits finis et marchandises en magasin, endommagés, détruits, réquisitionnés ou enlevés. Il ajoutait qu'il n'en serait ainsi que pour la quantité de ces matières déterminée dans chaque espèce, par le tribunal, de manière à permettre l'exploitation normale de l'entreprise pendant une période qui ne pourra excéder six mois. Or, la reconstitution des stocks industriels et commerciaux s'effectue en ce moment à des prix extrêmement élevés et coûte à l'État des sommes considérables. Cela est d'autant plus grave que, si l'on y réfléchit, on constatera que l'indemnité de emploi ainsi comprise, n'est plus une réparation mais un enrichissement.

Si, en effet, les marchandises pour lesquelles l'indemnité est octroyée n'avaient pas été réquisitionnées ou enlevées par l'ennemi, il est évident que l'industriel ou le commerçant aurait vendu ses stocks au début de la guerre ou tout au plus dans le courant des années 1915 ou 1916; il les aurait liquidés avec un bénéfice réel, puisque le prix de la vie commençait déjà à s'élever à ce moment, mais sans cependant atteindre les chiffres particulièrement élevés auxquels nous sommes arrivés actuellement. Au contraire, sous l'empire de la loi actuelle on lui restitue son stock au prix de la valeur actuelle, ce qui lui permet de faire un bénéfice représentant plusieurs fois la valeur de la marchandise au moment où il l'a achetée; ce bénéfice est encore augmenté de la différence entre le prix d'achat et le prix auquel à son tour il revendra la même marchandise. Il est inadmissible que pareils abus perdurent.

C'est pourquoi tout d'abord il a semblé qu'il ne pouvait être question d'in-

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 JULI 1920

Wetsontwerp tot verklaring en herziening der wet van 10 Mei 1919 aangaande de vergoeding voor schade veroorzaakt door oorlogsgebeurtenissen.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Bij het afkondigen der besluit-wet van 23 Oktober 1918, die het recht invoerde op vergoeding van wege de Natie voor de uit oorlogsfeiten ontstane schade, was de omvang derzelve bezwaarlijk te schatten en de Regeering verkoos dan ook met reden, te wachten op de vrijmaking van het Land, vooraleër over te gaan tot het vaststellen der grenzen en voorwaarden die aan dit nieuwverleende recht dienden gesteld.

De wet van 10 Mei 1919 had ten doel de bepaling dezer grenzen en voorwaarden te verzekeren. In beginsel werd door haar aangenomen, dat de waarde van het goed op den dag der oorlogsverklaring het bedrag daargestelt der toe te kennen vergoeding. Daar echter de vergoeding tot grondslag dient voor den wederopbloei van het Land, zoo staat de wet aan den geleisterde, die den wederopbouw wil in de hand werken, eene bijzondere gunst toe : zij verleent hem, bij wijze eener « wederbeleggingspremie », een aanvullende vergoeding gelijkstaande met het verschil der vooroorlogsche en der huidige waarde van het goed. De wetgever streefde er in dit opzicht naar aan de rechtbanken ruime macht toe te kennen in hare beoordeelingen : het stond haar vrij of de vergoeding voor wederbelegging te weigeren, of de wederbelegging als voorwaarde te stellen tot het keken der vergoeding; anderzijds hadden zij, voor wat aangaat het weder tot stand brengen der voorraden aan grondstoffen, de berekening ervan beperkt op zes maanden.

Op gebied der wederbelegging sleepte de toepassing der wet ernstige bezwaren met zich; in enkele gevallen gaf zij zelfs aanleiding tot de meest in 't oog loopende misbruiken. Wordt daarbij rekening gehouden dat, na den wapenstilstand, de wereld dóór, de stand van zaken er ekonomisch niet is op vooruit gegaan en aldus om het even welk misbruik in de wederaanwending den Staat

groot onheil berokkent, zoo laat het zich verklaren, dat de noodwendigheid zich doet gevoelen om enkele voorschriften uit te vaardigen die, al laten zij de beginselen der wet van 10 Mei 1919 en inzonderheid het recht op vergoeding dat er aan tot grondslag ligt opaangetast, toch vermelde bezwaren afweren en in de mate der mogelijkheid de misbruiken beperken : het mag niet geschieden dat, uit hoofde van voorgewende vergoeding, geëisteerden uit de wet gelegenheid putten om zich te verrijken. Ongetwijfeld hadde men een bepaalden uitslag kunnen bereiken, hadden de hoven- en rechtbanken voor oorlogsschade het haar door de wet toegekende recht niet ongebruikt gelaten. Door den band echter hebben zij tot nog toe niet eenmaal geweigerd de vergoeding van wederbelegging toe te kennen; daarenboven hebben zij doorgaans de hierboven aangehaalde tijdsruimte van zes maanden als onveranderlijk beschouwd, daar waar deze diende aanzien te worden als een maximum.

Het aan uwe beraadslagingen onderworpen ontwerp stelt dan ook bij het toekennen der wederbeleggingsvergoeding zekere allernoodzakelijkst geworden voorschriften vast. Dat deze voorschriften gewettigd zijn blijkt hieruit : eenerzijds, dat zij zullen bijdragen tot het beteugelen van onloochenbare misbruiken; anderzijds, dat, mits de vergoeding van wederbelegging eene aan den geëisterde verleende gunst daarstelt, de wetgever er toe gemachtigd is de voorwaarden ervan te bepalen.

Door deze begrippen geleid, gaat het wetsontwerp, bij het vaststellen der voorwaarden tot de wederaanwending, te werk volgens inderling naar den aard der schade.

Vooreerst wat betreft de onroerende goederen (art. 13), beschouwt de Regeering het wederopbouwen der verwoeste streken als een plicht voor het Rijk. Aan dezen, welke de oorlog tot dakloozen heeft gemaakt dienen de noodige bedragen te worden ter hand gesteld opdat hunne woonstede kunnen worden herbouwd, mits afdoende voorzorgen worden genomen om overdrevenheden te voorkomen, inzonderheid vanwege leveraars.

Onder oogpunt van roerende goederen integendeel, dient onderscheid te worden gemaakt :

1^o *Nijverheids-, landbouw- of handelsuitrusting.* — Artikel 18 der wet van 10 Mei 1919 stond toe dat eene wederaanwendingsvergoeding toegekend werde tot wederherstel van beschadigde, vernielde, opgeëischte of weggenomen grondstoffen, afgewerkte produkten en stapelwaren. Het bepaalde ook nog dat zulks slechts goldde voor het door de rechtbank uit elke soort vastgestelde kwantum dier stoffen, om aldus het normaal uitbaten der inrichting toe te laten, en wel gedurende een tijdsbestek dat niet langer reiken zou dan zes maanden. Nu, voor het oogenblik geschiedt het herstel der nijverheids- en handelsvoorraden tegen ongehoord hoge prijzen en kost der halve aan den Staat aanzienlijke sommen. Zulks zal des te meer gewicht blijken te hebben wanneer men, bij het nader inzien, tot de overtuiging zal gekomen zijn dat, aldus beschouwd, de vergoeding van wederbelegging in feite geene schadeloosstelling uitmaakt, doch veeleer eene verrijking. Duidelijk is het inderdaad dat, hadde de handelaar of nijveraar de waren, tot welker vernieuwing hem

schadeloosstelling werd verleend, niet opgeëischt of weggevoerd gezien door den vijand, hij zijne voorraden bij het begin van den oorlog of alleszins in den loop der jaren 1913 of 1916, zou hebben verkocht; zulke opruiming waren dan geschied met wezenlijke winst, vermits te dien tijde de levensstandaard reeds begon te klimmen, zonder evenwel de buitensporige hoogte te benaderen welke op heden bereikt is.

In tegenstelling hiermede, wordt zijn voorraad hem thans op gezag der in voege zijnde wet, tegen het bedrag der huidige waarde teruggeschonken, wat hem in staat stelt eene winst te verwezenlijken gelijkstaande aan zooveel maal de waarde der koopwaar op het tijdstip waarop hij zelf deze aankocht; deze winst wordt dan nog aangevuld met het verschil tusschen den inkoopprijs en den verkoopprijs tegen denwelken hij op zijne beurt dezelfde waren zal weder-verkopen. Het voortbestaan van dergelijke misbruiken kan niet worden geduld.

Daarom bleek het vooreerst noodzakelijk de nijveraars en handelaars, die eene oorlogsschade ondergingen welke hun minder dan 25 % van hun voortbrengingsvermogen ontnam, niet boven de waarde in 1914 te vergoeden. Gunstige omstandigheden veroorloofden het dezen sinds den wapenstilstand eene winst te halen welke minstens gelijkstaat met het verschil tusschen de schadeloosstelling die zij nog immer zullen erlangen en het bedrag dat zij aan hun herstel zullen hoeven te besteden.

Het ging echter niet op deze stelregelen onvoorwaardelijk toe te passen. Met dit inzicht mag er, volgens artikel 18, 1^o, rekening worden gehouden met de verdeling eener nijverheidsinrichting; voor elke onderneming diene men dus na te gaan of aan deze of gene afdeling der fabriek werkelijk 25 t. h. harer voortbrengingbekwaamheid werd ontnomen.

2^o *Dieren*. — De omstandigheden waarin de landbouwers tijdens den oorlog verkeerden waren zeer uiteenlopend van aard, al naar gelang het stelsel waaraan zij door den vijand waren onderworpen: terwijl in het door het Algemeen Bestuur beheerde gebied, vanaf 1917 het opeischen van voedingsmiddelen vrij zelden voorkwam en de landbouwers zich integendeel tegen hoge prijzen van hunne voortbrengselen konden ontdoen, ondervonden de landbouwers der etappenzone weinig last van dierenopeischingen en hadden de frontstreekbewoners het ongenoegen hunnen veestapel te zien uiteenjagen en hunne ondernemingen gansch te zien vernielen. Rekening gehouden met deze toestanden dient de in-leeding voorzien te worden in bijzondere klassen. Het ontwerp stelt voor aan eenieder schadeloosstelling toe te kennen ten beloope der waarde in 1914; doch alleen de landbouwers in de voormalige frontstreek zullen eene wederaanwendingsvergoeding bekomen voor hunne dieren, meststoffen, zaden, oogstvruchten, gewassen, boomen, planten en verscheidene tot de wederbebouwing benoodigde voortbrengsels. De landbouwers in het gewezen etappengebied zullen van dit voordeel slechts genieten ten bate der wederoprichting van hunnen veestapel. Een Koninklijk Besluit zal de afbakening dezer beide gebieden bepalen.

3^o *Huisraad, linnen en kleederen*. — Door de wet van 10 Mei 1919 reeds werden alle weeldevoorwerpen uitgesloten uit de vergoeding voor wederaan-

wending. In de rechtspraak echter werden doorgaans slechts als voorwerpen van weelde beschouwd, die welke uit zich zelf den eigenaar geen rechtstreeksch nut opleverden of hem in nijverheid, handel of beroep niet onmisbaar waren. Sommige voorwerpen nochtans, zonder uitteraard als weeldeartikelen aanzien te worden, hoeven toch als zulkdanig te worden gerangschikt daar de overvloed zelf ervan weelde beteekent. Geleid door de rechtspraak van enkele rechtbanken en dezelfde bevestigende, stelt dit wetsontwerp voor, geene aanvullende wederaanwendingsvergoeding hoegenaamd toe te staan voor meubelen, linnen of kleederen wier aantal of waarde eene zekere hoeveelheid of hoedanigheid, welke gelijken tred houdt met de samenstelling van het geteisterd gezin, overtreffen.

Het wetsontwerp brengt eveneens enkele wijzigingen in het berekenen der vergoeding, voorzien bij artikel 14, 1^o, ten voordeele van den geteisterde die genoodzaakt werd zijne woonst te verlaten. Dit artikel werd in de rechtspraak verschillend verklaard. Het wetsontwerp verduidelijkt in dezer voege : De geteisterde hoefde genoodzaakt te zijn geweest zijne woning te verlaten dit ten gevolge van een der bij artikel 2 der wet bepaalde maatregelen of feiten, met andere woorden, ten gevolge van elken, ingevolge den oorlog genomen maatregel of ieder voltrokken feit, zoo door den Belgischen of eenen der aan België oorlogshalve verbonden Staten als door eenen Belgischen of aan gezegde Staten toebehoorenden agent, alsook nog door een vijandelijke mogendheid of eenen dezer gelastigten of onderhoorigen. Zal dus alleen maar van de bij artikel 14 voorziene vergoeding mogen genieten, de geteisterde dien, hetzij vernieling, hetzij met geweld gepaard gaande opeischings of uitdrijving uit zijne woning verjaagden.

De vergoeding wordt den geteisterde verleend uit hoofde der verplichting waarin hij zich bevond eene nieuwe woonst te zoeken en zich nieuwen huisraad aan te schaffen. Het is dan ook teenemaal onlogisch er den geteisterde te laten van genieten die kosteloze huisvesting ontving. Niet minder onredelijk is het toekennen dier vergoeding onaangezien de waarde der vernielde roerende of onroerende goederen. Door oorlogsomstandigheid uit zijne woonst verdreven, mocht de geteisterde zich voor den duur der krijgsverrichtingen, met eene bescheiden woning tevreden stellen. Het nieuwe artikel 14 voorziet dan ook dat, in zake onroerende goederen, de vergoeding hoeft berekend naar eene waarde van ten hoogste 50,000 frank en in zake roerende goederen naar eene waarde, die het bedrag van het volstrekt onmisbare aan huisraad niet te boven gaat met uitsluiting van huisvoorraad, koopwaren, kunstvoorwerpen, verzamelingen, enz.

Eindelijk moest de wet bij het verleenen der vergoeding aan den geteisterde die door den oorlog te lijden had, logisch rekening houden met de winsten welke de oorlog aan dezen geteisterde verschafte. Het is waarlijk niet mogelijk dat de Staat de Belgen voor sommige verliezen vergoede die zij gedurende den loop van den oorlog ondergingen en geene rekening moge houden met wettig vastgestelde winsten. Men hoeft in die zaak eene vergelijking van winst en verlies te maken. Het is het doel van artikel 74^{bis} krachtens hetwelk de geteis-

terden die oorlogswinsten verwezenlijkten van de toelagen, door de wet toegestaan, niet genieten, zooals zij bepaald zijn door de wet van 3 Maart 1919 in de mate waarin deze winsten, verminderd door de bijzondere en buitengewone belasting uit dien hoofde geïnd, het verlies door de oorlogsschade geleden, vergoeden.

Bij de bespreking der wet van 25 Maart 1920 nopens de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade hebben verscheidene leden der Kamer van Volksvertegenwoordigers en van den Senaat den wensch uitgedrukt de voorwaarden van wederbelegging te zien uitbreiden.

Het wetsontwerp houdt rekening met die opwerpingen. Het nieuw artikel 19 bepaalt dat de rechtbank voor oorlogsschade de voorwaarden vaststelt in dewelke de wederbelegging plaats heeft. De rechtbank zal zich laten leiden door het economisch belang der Natie, door de noodzakelijkheid de verwoeste streken te herstellen, door het belang van in België voldoende gebouwen op te richten om de geheele bevolking te huisvesten, om in de geteisterde gewesten de nijverheids- handels- en landbouwondernemingen te herstellen die men in stand hoeft te houden. Zij wordt in deze zaak door geen enkel regel gebonden en zal elke zaak, rekening houdende met de buitengewone omstandigheden van dit geval, naar waarde kunnen beoordeelen.

Het wetsontwerp stelt voor eenige wijzigingen te brengen aan de manier van uitkeeren der vergoedingen. Deze zijn tegenwoordig in de meeste gevallen betaald door het overhandigen van eenen titel die na vijf jaren vervalt en eenen interest van 5 % opbrengt. Het was van belang dezen toestand, door den staat van 's Lands geldmiddelen geëischt, te bestendigen. Het is inderdaad voor den Belgischen Staat onmogelijk de onmiddellijke uitkeering der oorlogsschade te verzekeren. Het moet aan de Regeering behooren om volgens de omstandigheden het cijfer der uitkeeringen in geld te verhoogen of te verminderen. Een Koninklijk Besluit zal dus het tijdstip en de wijze van betaling, der uit de door een vonnis toegekende sommen, regelen.

Voor wat de interesten betreft werden er insgelijks wijzigingen voorgesteld. Het is niet logisch op eene vergoeding voor wederbelegging interest toe te staan zolang die wederbelegging niet geschiedde. Indien een gebouw vernield werd en dat het coëfficiënt voor den heropbouw 3 is, krachtens de huidige wetgeving, heeft de geteisterde er recht op drie maal de interesten te ontvangen, die hij voor den oorlog genoot. Indien hij zelf herbouwde, zonder dat de Staat hem eene vergoeding toekende is deze toestand geheel logisch, want ofwel heeft hij aan eene bank geld ontleend en moet hij aan zijnen bankier eenen interest betalen op de ontleende som, ofwel heeft hij zijn eigen kapitaal benuttigd en het mag niet, dat hij uit dien hoofde schade lijde. In werkelijkheid, zou de vergoeding voor wederbelegging slechts interest mogen afwerpen van af den datum, op denwelken de som wezenlijk door den geteisterde tot wederbelegging werd benuttigd. Het is nochtans feitelijk onmogelijk dezen datum in de wet te bepalen, daar bij den loop van den heropbouw de geteisterde eene reeks opeenvolgende voorschotten te doen heeft. De rechtbank voor oorlogsschade zal met kennis van zaken vaststellende en rekening houdende met het gemiddeld tijdstip waarop de geteisterde deze voorschotten moest doen, den datum bepalen op dewelke de interesten moeten betaald worden.

Eindelijk brengt het wetsvoorstel enkele wijzigingen aan artikelen 4 en 27 die toelaten teruggave te doen, door gelijke waarde aan de geleverden die schade geleden hebben waarvoor de wet van 14 Augustus 1887 op de krijgsvaardigheden en de cantonnements, het herstel van voorziet.

Dit zijn de bijzonderste gedachten waardoor de ontwerper van dit aan uwe beraadslagingen onderworpen wetsvoorstel zich liet leiden. De Regeering verzoekt U aan het onderzoek van dit ontwerp het voorrecht van dadelijke behandeling te willen voorbehouden.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

PROJET DE LOI

portant interprétation et revision de la loi du 10 mai 1919 sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE UNIQUE.

Notre Ministre de l'Intérieur présentera en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article premier. — Les modifications ci-après sont introduites dans la loi du 10 mai 1919 :

« *Art. 4.* — Sans préjudice à la
» disposition à l'article 27 ci-après,
» ne donnent pas lieu à la réparation organisée par la présente loi :
» 1° Les dommages susceptibles
» d'être réglés par application de
» la loi du 14 août 1887, complétée par l'arrêté-loi du 4 août
» 1917, relative au logement des
» troupes en marche et en cantonnement et aux prestations militaires ;

WETSONTWERP

houdende verklaring en herziening der wet van 10 Mei 1919 op het herstel van schade voortvloeiende uit oorlogsfelten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

EENIG ARTIKEL.

Onze Minister van Binnenlandsche Zaken zal, in Onzen Naam, ter wetgevendende Kamers het wetsontwerp voordragen, waarvan de inhoud volgt :

Art. 1. — Volgende wijzigingen wordengedaan in de wet van 10 Mei 1919 :

« *Art. 4.* — Ongeminderd de bepaling vermeld bij artikel 27 hieronder, zijn niet vatbaar voor het bij deze wet geregeld herstel :

» 1° De schaden welke zouden kunnen geregeld worden bij toepassing der wet van 14 Augustus 1887, aangevuld bij het koninklijk besluit van 4 Augustus 1917, betreffende het inkwartieren van oprukkende of inlegerende troepen en op de militaire verstrekkingen ;

» 2° Les dommages relatifs aux
» titres et valeurs au porteur; leur
» réparation fera l'objet d'une loi
» spéciale.

» *Art. 13.* — En matière immobi-
» lière, le dommage sera indemnisé,
» sur la base de la valeur du bien
» au 1^{er} août 1919 ou au jour de
» son acquisition ou de sa fabrica-
» tion, si celles-ci sont postérieures à
» cette date.

» Cependant, il sera tenu compte
» de la plus-value ou de la moins-
» value résultant de l'accroissement
» ou de la diminution naturelle au
» jour où le fait donnant lieu à ré-
» paration s'est produit.

» Lorsque des biens ont subi une
» première destruction ou dégrada-
» tion à la suite de laquelle ils ont
» été reconstitués ou rétablis et que,
» dans la suite, ils ont subi une
» nouvelle destruction ou dégrada-
» tion, la réparation à laquelle ils
» donneront lieu comportera, outre
» les indemnités prévues au pré-
» sent article et aux articles sui-
» vants, tous les frais occasionnés
» par leur premier rétablissement
» ou reconstruction.

» *Art. 14.* — Le préjudicié qui
» à la suite d'une des mesures ou
» d'un des faits définis à l'article 2
» de la présente loi, a été mis dans
» la nécessité d'abandonner son ha-
» bitation et ses meubles, a droit de
» ce chef, à une indemnité supplé-
» mentaire.

» Celle-ci est fixée à 5 p. c. de la
» valeur du mobilier à l'usage du
» préjudicié. Si ce dernier était pro-
» priétaire de l'immeuble lui ser-

» 2° De schaden betreffende de
titels en waarden aan toonder; hun
herstel zal bij een bijzondere wet
geregeld worden.

» *Art. 13.* — In zake vaste goe-
deren zal de schade vergoed worden
op grond der waarde van het goed
op 1 Augustus 1914 of op den dag
der verkrijging daarvan, zoo deze
na dien datum zijn geschied.

» Evenwel wordt er rekening
gehouden met de waardevermeer-
dering of de waardevermindering
voortvloeiende uit de natuurlijke
vermeerdering of vermindering op
den dag waar het feit, dat het her-
stel aanleiding geeft, zich heeft
voorgedaan.

» Wanneer goederen een eerste
maal vernietigd of beschadigd en
daarna heropgericht of hersteld,
later opnieuw vernietigd of bescha-
digd werden, begrijpt het herstel,
waartoe zij aanleiding geven, niet
alleen de vergoedingen voorzien bij
dit artikel en bij de volgende arti-
kelen, maar ook al de kosten veroor-
zaakt door de eerste herstelling of
heroprichting daarvan.

» *Art. 14.* — De benadeelde die,
ten gevolge van een der maatregelen
of een der feiten bepaald bij arti-
kel 2 dezer wet, genoodzaakt werd
zijn woning te verlaten, heeft uit
dien hoofde recht op een bijkomende vergoeding.

» Deze laatste wordt bepaald op
5 t. h. van de waarde der door den
benadeelde gebruikte meubelen.
Was deze laatste eigenaar van het

» vant d'habitation, il a droit, en
 » outre, à 5 p. c. de la valeur de cet
 » immeuble — principe : mobilier ;
 » l'indemnité ne peut en aucun cas
 » être calculée sur une valeur dé-
 » passant 50,000 francs pour les
 » immeubles et pour les meubles
 » sur une valeur excédant celle des
 » meubles meublants strictement in-
 » dispensables à l'habitation et à
 » l'exclusion des provisions, mar-
 » chandises, œuvres d'art, collec-
 » tions, etc.

» L'indemnité prendra cours le
 » jour du dommage; elle cessera
 » avec celui-ci et ne pourra jamais
 » être allouée pour une période dé-
 » passant le 31 décembre 1919.
 » L'indemnité prévue au présent
 » article n'est allouée qu'à celui qui
 » établit qu'il a effectivement fait
 » des dépenses pour habiter ail-
 » leurs.

» *Art. 18.* — En matière mobi-
 » lière, le dommage sera réparé
 » dans l'ensemble de la perte subie,
 » évaluée à la date du 1^{er} août 1914.
 » Toutefois pour les meubles ou
 » produits achetés postérieurement
 » à cette date, l'évaluation du dom-
 » mage est faite d'après le prix
 » d'achat ou le coût de production
 » si ceux-ci peuvent être établis.

» L'alinéa 1^{er} et l'alinéa final de
 » l'art. 15 sont applicables :

» 1° à l'outillage industriel, com-
 » mercial ou agricole, même non
 » immeuble par destination, ainsi
 » qu'aux meubles servant à l'exploit-
 » ation des fonds de commerce ou
 » à l'exercice des professions, dans
 » la mesure où l'enlèvement, la des-
 » truction ou la réquisition a fait
 » perdre aux entreprises et exploi-

» vast goed dat hij bewoonde, dan
 » heeft hij daarenboven recht op 5 t. h.
 » der waarde van dit vast goed be-
 » ginsel : meubelen ; de vergoeding
 » mag in geen geval berekend worden
 » op een waarde boven de 50,000 fr.
 » voor de vaste goederen en voor de
 » meubelen op een waarde boven die
 » van het stoffeërend huisraad, het welk
 » strikt en ontbeerlijk is tot het bewo-
 » nen en ter uitzondering de voorra-
 » den, koopwaren, kunstvoorwerpen,
 » verzamelingen, enz., enz.

» De vergoeding zal aanvangen
 » op den dag der schade; zij zal met
 » deze laatste ophouden en kan nooit
 » toegekend worden voor een tijdstip
 » na 31 December 1919. De bij dit
 » artikel voorziene vergoeding wordt
 » enkel toegekend aan dengene die
 » bewijst dat hij werkelijk uitgaven
 » gedaan heeft om elders te wonen.

» *Art. 18.* — Wat de roerende
 » goederen betreft zal de schade her-
 » steld worden in de maat van het
 » geleden verlies, geschat op 1 August-
 » us 1914. Evenwel voor meubelen
 » en producten welke na dezen datum
 » gekocht werden wordt de schatting
 » der schade gedaan volgens den aan-
 » koop prijs of de voortbrengings-
 » kosten, indien deze kunnen vastge-
 » steld worden.

» Lid 1 en eindlid van artikel 15
 » zijn van toepassing :

» 1° Op de nijverheids-, handels-
 » of landbouwwerktuigen, zelfs wan-
 » neer zij niet zijn onroerende goede-
 » ren door bestemming, alsmede op
 » de meubelen dienende tot het drij-
 » ven van handel of het uitoefenen
 » van een beroep, naar volgens dat de
 » wegneming of de opeischung aan de
 » ondernemingen of uitbatingen of

» tations ou à l'une de leurs divisions, au moins 25 p. c. de leurs moyens de production ;

» 2° a) aux animaux, même non immeubles par destination, ainsi qu'aux engrais, semences, récoltes, plantes vivantes, arbres, arbustes et produits divers nécessaires à la remise en culture, dans tous les cas où le dommage est subi dans les communes dévastées de l'ancienne ligne de feu. La liste de celles-ci sera déterminée par arrêté royal ;

» b) aux animaux, même non immeubles par destination, nécessaires à la remise dans l'activité du 1^{er} août 1914, des exploitations agricoles, qui ont été comprises pendant au moins un an dans la Région des Étapes. La délimitation de celle-ci fera l'objet d'un arrêté royal ;

» 3° aux meubles meublants, lin-
ge, effets personnels, à l'exclusion de tout objet d'art ou de luxe. Toutefois, il n'est accordé aucune indemnité complémentaire de remplacement pour les meubles, linge et effets personnels qui dépassent en nombre ou en valeur, la quantité ou la qualité correspondant à la composition du ménage du sinistré.

» Dans le cas de restitution à leur propriétaire d'objets identifiés, les tribunaux allouent à titre d'indemnité les frais de réparation et de réinstallation, lorsque les objets restitués font partie de l'outillage industriel, commercial ou agri-

aan een harer afdeelingen een verlies van minstens 25 t. h. harer voortbrengingsmiddelen deelt ondergaan.

» 2° a) Op het vee, zelfs wanneer het niet is onroerend goed door bestemming, alsmede op de meststoffen, zaden, oogsten, levende planten, boomen, struiken en allerlei producten noodig tot de herneming van den akkerbouw in elk der gevallen waar de schade ondergaan is in de verwoeste gemeenten der gewezen vuurlinie. De lijst dezer gemeenten zal bij koninklijk besluit bepaald worden.

» b) Op het vee, zelfs wanneer het niet is onroerend goed door bestemming, noodig tot het hernemen van de bedrijvigheid van 1 Augustus 1914 der landbouwondernemingen, welke minstens gedurende één jaar in het Ettappengebied zijn begrepen geweest. De begrenzing dezes zal het voorwerp uitmaken van een koninklijk besluit.

» 3° Op het stoffeërend huisraad, het linnen, de persoonlijke kleedij met uitsluiting van elk voorwerp van kunst of weelde. Evenwel wordt er geen aanvullende vergoeding van wederbelegging verleend voor de meubelen, het linnen en de persoonlijke kleedij waarvan het aantal en de hoeveelheid de met de samenstelling des gezins van den geteisterde overeenstemmende hoeveelheid of hoedanigheid overtreffen.

» In geval van terruggave aan hun eigenaar van de vroegere voorwerpen, kennen de rechtbanken als vergoeding de herstellings- en herinstellingskosten toe, wanneer de teruggegeven voorwerpen behoorlen tot de nijverheids-, handels- en land-

» cole, même non immeuble par
» destination.

» *Art. 19.* — Le tribunal des
» dommages de guerre détermine
» les conditions dans lesquelles s'ef-
» fectue le remploi. »

» *Art. 27.* — L'État a la faculté
» d'offrir, à titre de réparation, des
» immeubles ou des meubles de mê-
» me espèce et valeur que les biens
» endommagés, détruits, réquisi-
» tionnés ou enlevés.

» L'acceptation de cette offre sera
» soumise à l'agrément du tribunal;
» celle-ci entraînera le transfert à
» l'État de la propriété du bien ayant
» donné lieu à la demande en répa-
» ration.

» En cas de refus du sinistré, l'of-
» fre sera tenue pour acceptée si le
» tribunal juge qu'il n'est pas jus-
» tifié.

» Le présent article est applicable
» aux réquisitions effectuées par les
» armées belges ou alliées. »

» *Art. 43.* — Les cours et tribu-
» naux des dommages de guerre
» fixent les indemnités accordées en
» vertu de la présente loi, en indi-
» quant séparément, notamment les
» indemnités accordées à titre de
» réparation sans remploi, les in-
» demnités de réparation soumises
» au remploi, les indemnités com-
» plémentaires de remploi ainsi que
» les conditions fixées pour le rem-
» ploi. »

» *Art. 49.* — Lorsqu'il est inter-
» venu une décision coulée en force
» de chose jugée, au sujet d'une in-

bouwwerktuigen, zelfs wanneer zij
niet onroerend goed zijn door be-
stemming.

Art. 19. — De rechtbank voor
oorlogsschade bepaald de voorwaar-
den in dewelke de wederbelegging
geschiedt. »

Art. 27. — De Staat kan, als her-
stel, vaste goederen of meubelen
van gelijke soort en waarde als de
beschadigde, vernielde, opgeëischte
of weggenomengoederen aanbieden.

De aanvaarding van dit aanbod
moet door de rechtbank worden
goedgekeurd; daardoor gaat de ei-
gendom van het goed, waarvoor
herstel werd aangevraagd, aan den
Staat over.

Bij weigering vanwege den ge-
teisterde zal het aanbod, indien de
rechtbank de weigering als gerecht-
vaardigd oordeelt, als aanvaard
aanschouwd worden.

Dit artikel is toepasselijk op de
door de Belgische of verbonden
legers uitgevoerde opvorderingen.

Art. 43. — De hoven en recht-
banken voor oorlogsschade bepalen
de vergoedingen, verleend krach-
tens deze wet door afzonderlijk aan
te duiden, namenlijk de als herstel
zonder wederbelegging verleende
vergoedingen, de vergoedingen tot
herstel aan wederbelegging onder-
worpen, de aanvullende vergoedin-
gen tot wederbelegging alsmede de
gestelde voorwaarden voor de we-
derbelegging.

Art. 49. — Wanneer eene be-
slissing getroffen is die kracht van
gewijsde heeft, nópens eene vergoe-

» indemnité de réparation pour des
 » immeubles ou des meubles dont le
 » emploi n'a été ni agréé ni imposé
 » par le tribunal, il est délivré dans
 » les deux mois, au bénéficiaire, un
 » titre constatant le montant de la
 » somme attribuée. L'époque et le
 » mode de paiement des titres de
 » cette nature sont fixés par arrêté
 » royal. »

» *Art. 50.* — L'époque et le mode
 » de paiement des sommes allouées
 » par décision coulée en force de
 » chose jugée à titre d'indemnité de
 » réparation et d'indemnité complé-
 » mentaire de emploi relativement
 » à des biens meubles ou immeubles
 » pour lesquels le emploi a été
 » agréé ou imposé par le tribunal
 » sont fixés par arrêté royal. »

« *Art. 52.* — Les indemnités de
 « réparation sont productives d'un
 « intérêt de 5 p. c. l'an à partir du
 « 1^{er} janvier 1920 ou de la date du
 « dommage, si celui-ci est postérieur
 « au dommage. »

« Les indemnités complémentaires
 « de emploi produisent le
 « même intérêt à partir de la date
 « fixée par les décisions des cours
 « et tribunaux de dommages de
 « guerre pour la délivrance de
 « titres. »

« Si le emploi est déjà effectué
 « au moment du jugement le tribu-
 « nal fixera la date à partir de la-
 « quelle l'intérêt commencera à
 « courir. »

« *Art. 74^{bis}.* — Ne bénéficient
 « pas des indemnités accordées par
 « la présente loi, les sinistrés qui ont

ding tot herstel voor vaste goe-
 den of meubelen welke wederbe-
 legging door de Rechtbank noch
 aangenomen noch opgelegd werd,
 wordt, binnen de twee maand aan
 den gerechtigde een titel afgeleverd
 waarbij het bedrag der toegekende
 som wordt vastgesteld. Het tijdstip
 en de wijze van betaling van dergel-
 ijke titels worden bij koninklijk be-
 sluit vastgesteld.

Art. 50. — Het tijdstip en de
 wijze van betaling der bij beslissing,
 die kracht van gewijsde heeft, toe-
 gekende sommen als vergoeding tot
 herstel en aanvullende vergoeding
 tot wederbelegging betreffende roe-
 rende goederen, of vaste goederen
 voor dewelke de wederbelegging
 door de rechtbank werden aangenomen
 of opgelegd, worden bij koninklijk
 besluit vastgesteld.

Art. 52. — De vergoedingen tot
 herstel kunnen van af 1 Januari
 1920 of van af den datum der schade
 indien deze na de schade gevallen
 is, een interest van 5 t. h. opbrengen.

De aanvullende vergoedingen van
 wederbelegging brengen den zelf-
 den interest op van af den datum
 welke bij de beslissingen en recht-
 banken voor oorlogsschaden wordt
 vastgesteld tot het afleveren der
 titels.

Indien de wederbelegging reeds
 in voege is op het oogenblik der
 uitspraak, zal de rechtbank den da-
 tum vaststellen op dewelke de inte-
 rest zal aanvang nemen.

Art 74^{bis}. — Genieten de bij deze
 wet toegekende vergoedingen niet,
 de geteisterden die oorlogswinsten

« réalisé des bénéfices de guerre,
« tels qu'ils sont définis par la loi
« du 3 mars 1919, dans la mesure
« où ces bénéfices, déduction faite
« de l'impôt spécial et extraordi-
« naire prélevé de ce chef, com-
« pensent la perte subie du fait de
« dommages de guerre. »

ART. 2.

Le dernier alinéa de l'article 15 et
les articles 16 et 53 de la loi du
10 mai 1919 sont abrogés.

Donné à Bruxelles, le 9 juillet 1920.

verwezenlijkt hebben, zooals zij bij
de wet van 3 Maart 1919 bepaald
zijn, volgens deze winsten, na af-
trek der uit dien hoofde bijzondere
en buitengewone opgelegde belas-
ting, het door het feit van oorlogs-
schade ondergaan verlies vergoe-
den.

Art. 2. — Het laatste lid van arti-
kel 15 en artikel 16 en 53 der wet
van 10 Mei 1919 worden inge-
trokken.

Gegeven te Brussel, den

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

Van 's Konings wege :

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

H. JASPAR.

BIJLAGE

Ministerie van Staathuishoudkundige Zaken.

Wet op het herstel van schade voortspruitende uit oorlogsfeiten(1).

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

ARTIKEL EEN. — Het Belgische volk, steunende op de grondbeginselen van het recht en op de bepalingen der verdragen, inzonderheid der verdragen van Londen, van 19 April 1839, en der vierde en vijfde overeenkomst van s'Gravenhage, van 18 April 1907, bevestigt opnieuw zijn recht, in de plechtige en herhaalde verklaringen der geallieerde mogendheden erkend, om te bekomen dat België in zijnen vroegeren toestand volkomen worde teruggebracht en dat al de schade, door de oorlog aan de Belgische natie en aan de Belgische burgers berokkend, worde hersteld.

HOOFDSTUK I.

SCHADE VATBAAR VOOR HERSTEL.

ART. 2. — Buiten elk eerstel, dat door bijzondere wetten zal worden geregeld, is voor herstel vatbaar de zekere en stoffelijke schade voortspruitende uit het rechtstreeksch nadeel, op België's grondgebied aan roerende en onroerende goederen toegebracht :

1^o Door de maatregelen getroffen of de daden gepleegd, naar aanleiding van den oorlog, door de vijandelijke mogendheden of door een van hare aangestelden of onderdanen ;

(1) KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Wetsontwerp n^o 11. — Eerste verslag en wetsvoorstel, n^o 59. — Tweede verslag, namens de commissie voorgezeten door de heeren Mechelynck, Devèze en Wauwermans, n^o 75. — Wijziging van de heeren Claes en medebelanghebbenden, n^o 95. — Wijzigingen ingediend door de Regeering. — Wijzigingen van de heeren Vermeersch en medebelanghebbenden, n^o 95. — Wijzigingen van de heeren Maenhout, Buyl, Nolf, Hanssens, Van de Vyvere en Wauwermans, n^o 97. — Wijziging van den heer Hanssens, n^o 101. — Tekst aangenomen door de Kamer bij eerste stemming, n^o 122. — Wijziging van den heer Vandeperre van 26 Maart 1919, n^o 125. — Wijzigingen ingediend door den heer Mechelynck, n^o 125.

SENAAT.

Tekst voorgelegd aan den Senaat, n^o 56. — Wijziging van den heer Libioulle, n^o 57. — Verslag van de vereenigde commissie van justitie en van economische zaken, 14 April 1919, n^o 58. — Zitting van 29 April 1919. Wijzigingen, n^o 70. — Zitting van 30 April 1919. Wijzigingen, n^o 75.

2° Door de maatregelen getroffen of de daden gepleegd, naar aanleiding van de verdediging of de bevrijding van België, hetzij door den Belgischen Staat, hetzij door een der Staten met België in den oorlog verbonden, hetzij door eenen aangestelde van België of van eenen dier Staten ;

3° Door de maatregelen getroffen of de daden gepleegd door de burgers, met een vaderlandslievend doel, ten einde zich aan te bevelen, opeischingen en beslagleggingen van den vijand te onttrekken of de gevolgen daarvan te verminderen ;

4° Door de ontploffing van munitie ;

5° Door de misdaden en wanbedrijven tegen de eigendommen gepleegd, onder begunstiging van de ontreddering der openbare machten tijdens de vijandelijke bezitting, op het oogenblik der bevrijding van het gedeelte van het grondgebied, waar de feiten werden bedreven, of gedurende het tijdperk dat op die bevrijding onmiddellijk volgde, alsmede tijdens de ontruiming van de gedeelten van het grondgebied behorende tot het operatiegebied.

Hel decreet van 10 Vendémiaire jaar IV op de aansprakelijkheid der gemeenten is niet van toepassing op de bij deze wet bedoelde feiten.

ART. 3. — De rechtbanken voor oorlogsschade oordeelen, naar den aard en de omstandigheden van het misdrijf, of het bedrag der door den vijand opgelegde geldstraffen aan de personen, die ze ondergingen, geheel of gedeeltelijk moet teruggegeven worden.

Voor de misdrijven vallende onder het gemeene recht en omschreven in de Belgische strafwetten wordt echter, zoo de Staatscommissaris dit aanvraagt, de uitspraak verlaagd totdat over het misdrijf is beslist door de strafrechtbank ; in dit geval geschiedt de geheele of gedeeltelijke terugbetaling slechts overeenkomstig hare beslissingen.

ART. 4. — Is niet vatbaar voor herstel, zooals dit door deze wet is geregeld :

1° De schade die kan vergoed worden bij toepassing der wet van 14 Augustus 1887, aangevuld door het besluit-wet van 4 Augustus 1917, betreffende de inkwartiering der op marsch en in kantonnement zijnde troepen en de militaire verstrekkingen ;

2° De schade betreffende titels en waarden aan toonder ; het herstel daarvan zal door eene bijzondere wet geregeld worden.

HOOFDSTUK II.

RECHTHEBBENDEN OP HERSTEL.

ART. 5. — Alleen de natuurlijke personen en de rechtspersonen van Belgische nationaliteit hebben aanspraak op de voordeelen dezer wet.

ART. 6. — Om de voordeelen dezer wet te genieten, moeten de vennootschappen bewijzen dat zij onder het beheer van de Belgische wetten werden opgericht en dat hare hoofdinrichting in België is gevestigd.

Echter kunnen die vennootschappen geen aanspraak maken op herstel,

indien de Belgische Staat bewijst dat de meerderheid van de kapitalen, aan de regelen der vereeniging onderworpen, tot eene vreemde nationaliteit behoorde op eenigen tijd van het tijdvak begrepen tusschen 1 Augustus 1914 en de toekenning van de vergoeding.

ART. 7. — De rechtspersonen ingesteld overeenkomstig de wetgeving van de Kolonie worden met de rechtspersonen van Belgische nationaliteit gelijkgesteld.

ART. 8. — Vreemde natuurlijke personen en rechtspersonen hebben op de voordeelen dezer wet aanspraak onder de bij verdragen bepaalde voorwaarden.

ART. 9. — Hebben geen aanspraak op de voordeelen dezer wet, zij die bij eindbeslissing werden veroordeeld wegens overtreding :

1^o Van het besluit-wet van 10 December 1916 houdende verbod, betrekkingen op economisch gebied te onderhouden met den vijand ;

2^o Van het bepaalde in titel I, boek II, van het Strafwetboek, in de wet van 4 Augustus 1914, in de besluit-wetten van 11 October 1916 en 8 April 1917 op de misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van den Staat.

ART. 10. — In het geval voorzien bij het vorig artikel kan aan de vennootschap zelve, indien de schuldigen beheerders, zaakvoerders of bestuurders van vennootschappen zijn, het recht op herstel ontzegd worden, indien zij uit de schuldige handeling winst heeft getrokken.

Alleen de rechtbank voor oorlogsschade is bevoegd om kennis te nemen van de vervallenverklaring.

ART. 11. — Zijn er vervolgingen ingesteld krachtens de bepalingen bedoeld bij artikel 9, dan wordt het rechtsgeding tot regeling van de bij voorraad of voorgoed te verleenen vergoedingen geschorst tot het eindvonnis, op de openbare rechtsvordering gewezen.

ART. 12. — Elke betaling, bij voorraad of voorgoed gedaan aan een van de bij artikelen 9 en 10 bedoelde personen of vennootschappen, geeft aanleiding tot terugvordering.

De eisch tot terugvordering kan slechts worden vervolgd binnen het tijdsverloop van zes maanden, te rekenen van de betaling of van den dag waarop de beslissing in kracht van gewijsde is gegaan, indien deze van latere dagteekening is als de betaling.

De eisch tot terugvordering wordt voor de burgerlijke rechtbanken vervolgd op verzoek van den Staat.

HOOFDSTUK III.

BEDRAG DER VERGOEDINGEN.

ART. 13. — De schade wordt vergoed op grond der waarde van het goed op 1 Augustus 1914 of op den dag der verkrijging of der vervaardiging daarvan, zoo deze na dien datum zijn geschied

Evenwel wordt er rekening gehouden met de waardevermeerdering of de waardevermindering voortvloeiende uit de natuurlijke vermeerdering of vermindering op den dag waar het feit, dat tot herstel aanleiding geeft, zich heeft voorgedaan.

Wanneer goederen, een eerste maal vernietigd of beschadigd en daarna heropgericht of hersteld, later opnieuw vernietigd of beschadigd werden, begrijpt het herstel, waartoe zij aanleiding geven, niet alleen de vergoedingen voorzien bij dit artikel en bij de volgende artikelen, maar ook al de kosten veroorzaakt door de eerste herstelling of heroprichting daarvan.

ART. 14. — De benadeelde die, ten gevolge van de schade genoodzaakt werd zijne woning te verlaten, heeft uit dien hoofde recht op eene bijkomende vergoeding.

Deze wordt, van den dag der schade af, eens voor al berekend tegen 5 t. h. 's jaars van de waarde der door den benadeelde gebruikte meubelen, evenals van de waarde van het door hem bewoond vast goed, indien hij eigenaar daarvan was.

ART. 15. — Wordt de wederbelegging door de rechtbank aangenomen of opgelegd, dan ontvangt de rechthebbende, benevens de vergoeding voorzien bij artikel 13, eene aanvullende vergoeding gelijk aan het verschil tusschen de waarde van het goed in nieuwen staat op 1 Augustus 1914 en de kosten van herstelling of heroprichting.

Wat aangaat de schade van bosschen en beplantingen, is de aanvullende vergoeding van gelijk bedrag als dit van de uitgaven wegens inrichting en wederbeplanting.

Indien de benadeelde zulks vraagt, wordt hem een voorschot verleend, gelijk aan de waardevermindering wegens verval, welke in aanmerking werd genomen bij de schatting overeenkomstig artikel 13 gedaan. De voorwaarden voor den interest en de terugbetaling dier voorschotten worden bij koninklijk besluit bepaald. Een voorrecht, dat op alle andere zakelijke rechten den voorrang heeft, waarborgt de schuldvordering van den Staat.

Maakt de benadeelde geen aanspraak op het recht, bij het vorig lid bedoeld, dan wordt hij aangezien als hebbende voldaan aan de verplichting tot wederbelegging, zoodra hij het volle bedrag van de toegekende vergoedingen heeft besteed aan het heroprichten en weder in orde brengen van het goed.

De rechtbank bepaalt, met inachtneming van de voorwaarden aangenomen of opgelegd om de wederbelegging te volvoeren, de tijdstippen waarop de als voorschot of als vergoeding toegekende sommen aan den geteisterde betaald zullen worden.

ART. 16. — De onroerende wederbelegging moet in de gemeente geschieden, in onroerende goederen die dezelfde bestemming of eene soortgelijke bestemming hebben.

De rechtbank voor oorlogsschade kan echter machtiging verleenen :

1^o Tot wederbelegging in eene andere gemeente van 's lands grondgebied ;

2^o Indien de uit hun aard of door bestemming onroerende goederen, waarvoor herstel wordt gevraagd, afhangen van eene nijverheids-, handels- of landbouwonderneming, in bedrijf genomen door den geteisterde, tot vervanging van de vroeger in bedrijf genomen onderneming van minstens gelijk economisch belang.

ART. 17. — De hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, uitspraak doende op eensluitende besluiten van den Staatscommissaris en met de eenparige stemmen hunner leden, kunnen :

1^o De voordeelen, verbonden aan de wederbelegging, ontzeggen ;

2^o De geheele of gedeeltelijke wederbelegging stellen als vereischte tot toekenning der vergoeding.

Door de rechtbank worden zoowel de rechtmatige belangen van den rechthebbende als het algemeen belang en de gewestelijke evenals de algemeene toestanden van het economisch leven in aanmerking genomen.

De beslissing der rechtbank is steeds vatbaar voor beroep.

ART. 18. — In de nijverheids- en handelsondernemingen zijn het eerste en het laatste lid van artikel 15 toepasselijk op het weder tot stand brengen van de grondstoffen, afgewerkte producten en in magazijn zijnde koopwaren, die beschadigd, vernietigd, opgeëist of weggenomen werden; dit geldt echter alleen voor de hoeveelheid dier stoffen, producten en koopwaren, in elke zaak bepaald door de rechtbank, derwijze dat de onderneming normaal in bedrijf kan genomen worden gedurende een tijdperk dat niet zes maanden mag overschrijden.

Die hoeveelheid wordt berekend naar het gemiddeld cijfer der drie jaren die den 1^o Augustus 1914 voorafgingen.

ART. 19. — Het eerste en het laatste lid van artikel 15 zijn eveneens van toepassing ;

1^o Op de nijverheids-, handels-, of landbouwwerktuigen zelfs wanneer zij niet zijn onroerende goederen door bestemming ;

2^o Op het vee, zelfs wanneer het niet is onroerend goed door bestemming, alsmede op de meststoffen, zaden, oogsten, levende planten, boomen, struiken en allerlei producten noodig tot de herneming van den akkerbouw ;

3^o Op de meubelen dienende tot het drijven van handel of het uitoefenen van een beroep ;

4^o Op het stoffearend huisraad, het linnen, de persoonlijke kleedij, met uitsluiting van elk voorwerp van kunst of weelde.

ART. 20. — De rechthebbenden kunnen hunne rechten op vergoeding in gemeenschap brengen of ze in eene maatschappij inbrengen om nijverheids-, handels- of landbouwinrichtingen opnieuw tot stand te brengen en in bedrijf te nemen, mits de gestelde voorwaarden voor de wederbelegging nageleefd worden.

ART. 21. — Heeft de benadeelde de wederbelegging reeds gedaan of verplicht hij zich die te doen, dan moet hij dit schriftelijk verklaren.

Deze verklaring, indien zij niet is gedaan in de aanvraag tot herstel, dient

te worden overgelegd ter griffie van de rechtbank binnen eenen termijn die niet mag overschrijden zes maanden te rekenen van het eindvonnis, waarbij de vergoedingen overeenkomstig artikel 13 worden bepaald.

Wordt het voorrecht der wederbelegging aangevraagd nadat de rechtbank, die in eersten aanleg kennis neemt van het hoofdgeding, uitspraak heeft gedaan, dan wordt die aanvraag behandeld en berecht volgens de procesregelen, die op het herstel der oorlogsschade van toepassing zijn. Is echter het hoofdgeding nog aanhangig bij het hof, dan wacht dit hof om uitspraak te doen totdat de rechtbank het nieuw geding heeft uitgewezen; de gedingen worden van rechtswege samengevoegd voor het hof en dit laatste doet uitspraak door een en zelfde arrest.

ART. 22. — De rechtbank bepaalt den termijn, binnen welken de herstelling moet zijn gedaan, de heroprichting voltooid en, bij voorkomend geval, het bedrijf hernomen moet worden. Zij schrijft al de vereischte maatregelen voor om de contrôle der wederbelegging te verzekeren.

Worden de gestelde voorwaarden voor de wederbelegging niet nageleefd, dan wordt de rechtbank voor oorlogsschade en, bij ontstentenis van deze, door de burgerlijke rechtsmacht, op vordering van den Staat, de benadeelde vervallen verklaard van het voorrecht der wederbelegging.

Het staat haar echter vrij, het door haar gepast geachte uitstel te verleenen, opdat de verwerende partij hare verplichtingen kunne naleven.

Bij het uitspreken van de vervallenverklaring veroordeelt zij den rechthebbende tot terugbetaling, in hoofdsom en interesten, van de sommen, die hem wegens de wederbelegging mochten uitgekeerd zijn.

ART. 23. — Voor de burgerlijke gebouwen of voor die der eerediensten bestaat de vergoeding uit de som, die noodig is tot heroprichting van een gebouw van gelijken aard, met gelijke bestemming, van minstens gelijk belang en met minstens dezelfde waarborgen van duur als het vernield gebouw.

De rechtbank doet slechts uitspraak nadat de Koninklijke Commissie voor monumenten haar advies heeft uitgebracht.

ART. 24. — Indien die gebouwen een nationaal historisch of artistiek belang opleveren, kan de Minister van Wetenschappen en Kunsten, op eensluidend advies van dezelfde commissie en na de betrokken besturen te hebben gehoord, de herbouwing daarvan in den vroegeren staat ofwel het behouden en stevigen der puinen voorschrijven.

De bijkomende uitgaven, bij voorkomend geval veroorzaakt door dien maatregel, zijn ten laste van den Staat.

Wordt de herbouwing op de plaats der puinen niet gemachtigd, dan begrijpt de vergoeding, voorzien bij artikel 23, de voor den aankoop van een nieuwen grond noodige sommen. In dit geval wordt het recht op herstel aan de belanghebbende instellingen slechts toegekend onder voorwaarde dat zij er in toestemmen, den eigendom van den ouden grond en van de puinen ten behoeve van den Staat af te staan.

ART. 23. — Wanneer blijkt dat maatregelen om de toeneeming of de verzwaring der schade te verhinderen werden genomen, dan wordt door de rechtbank eene vergoeding verleend tot terugbetaling der behoorlijk bewezen uitgaven die tot behoud werden gedaan.

Hetzelfde geldt voor de uitgaven wegens afbraak om ongevallen te vermijden of aan de bevelen der bevoegde overheid te gehoorzamen.

ART. 26. — De door deze wet toegekende vergoedingen mogen niet worden uitgekeerd te gelijk met eenige andere vergoeding, voor dezelfde schade ontvangen, behalve de sommen verleend tot het bouwen van voorloopige schuilplaatsen.

Van deze vergoedingen worden afgetrokken de sommen reeds ontvangen voor dezelfde schade.

De toekenning en de betaling eener vergoeding beletten echter niet dat aan de belanghebbenden een aandeel wordt gegeven in de verdeeling der sommen welke de Staat krachtens de overeenkomsten en verdragen ontvangt voor allerlei schade die door deze wet niet of slechts gedeeltelijk mocht hersteld zijn.

HOOFDSTUK IV.

ANDERE WIJZE VAN HERSTEL.

ART. 27. — De Staat kan, als herstel, vaste goederen of meubelen van gelijke soort en waarde als de beschadigde, vernielde, opgeëischte of weggenomen goederen aanbieden.

De aanvaarding van dit aanbod moet door de rechtbank worden goedgekeurd, daardoor gaat de eigendom van het goed, waarvoor herstel werd aangevraagd, aan den Staat over.

ART. 28. — Bij onteigening ten algemeenen nutte van een onroerend goed, waarvoor eene op deze wet gegronde aanvraag tot herstel kan ingediend worden, moeten de vergoedingen, door de rechtbank toegekend, de herstellingen begripen waarop de belanghebbende recht had krachtens bovenstaande hoofdstuk III.

Worden de onteigende goederen te koop gesteld, dan wordt aan de vroegere eigenaars een recht van voorkeur voor den wederinkoop voorbehouden.

Dit recht wordt uitgeoefend overeenkomstig artikel 23 der wet van 17 April 1853, op de onteigening ten algemeenen nutte.

ART. 29. — Moet het weer in orde brengen geschieden volgens een plan of volgens door de bevoegde openbare machten voorgeschreven maatregelen betreffende het heropbouwen van onroerende goederen, dan is het recht op herstel afhankelijk hetzij van de aanvaarding, zonder vergoeding, van dit plan of van deze maatregelen, hetzij van de overlating van het onroerend goed aan den Staat.

Wordt deze overlating toegestaan, dan bestaat het herstel uit de waarde op 1 Augustus 1914, onverminderd de mogelijke toekenning van eene aan-

vullende vergoeding, waardoor de belanghebbende een onroerend goed van gelijke soort en waarde kan aankopen; bijaldien hij aanbiedt zich daartoe te verbinden.

Dit aanbod wordt gedaan, aanvaard en ten uitvoer gebracht overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 21 en 22 dezer wet.

ART. 30. — In het geval voorzien bij de artikelen 27 en 29, treedt de Staat van rechtswege, ten beloope van de betaalde sommen, in elk recht van verhaal dat de geëisteerde op derden nemen kan.

HOOFDSTUK V.

RECHTEN VAN DE MEDEEIGENAARS EN VAN DERDEN.

ART. 31. — Onverminderd de bepalingen van bovenstaand artikel 17 :

1^o Is, in geval van onverdeelde medeëigendom, de wederbelegging rechtens verplichtend, tenzij degenen, die de meerderheid in waarde uitmaken, verklaren zich daartegen te verzetten.

In geval van wederbelegging wordt de onverdeeltheid behouden tot de herstelling van de vernielde, beschadigde, opgeëischte of weggenomen zaak. Bij toepassing van de artikelen 815 en 883 van het Burgerlijk Wetboek, kunnen echter de medeëigenaars in onderling overleg en te allen tijde overgaan tot de kaveling der onverdeeltheid, begrijpende het beschadigd vast goed, mits de wederbelegging wordt opgelegd aan den deelgenoot wien de kavel is toegeschreven ;

2^o Is, in geval van vruchtgebruik of erfpacht, de wederbelegging ook rechtens verplichtend, indien zij aangevraagd wordt hetzij door den blooten eigenaar, hetzij door den vruchtgebruiker of den erfpachter.

ART. 32. — De bevoorrechte en hypothecaire schuldeischers, de schuldeischers wegens genotspand of de pandhouders, de vruchtgebruikers, de erfpachters de bezitters van een zakelijk gebruiksrecht of woonrecht kunnen zich tegen wederlegging niet verzetten, of eischen dat hunne schuldverdering in geld worde betaald vóór den vervaltijd der eerste gesloten overeenkomst, van rechtswege verlengd, zonder kosten, met een tijdsverloop van gelijken duur als onderbreking van genót.

Hunne rechten worden op de herstelde zaak overgedragen.

Echter, indien het bevoorrechte en hypothecaire schuldeischers of schuldeischers wegens genotspand geldt en indien de met hunne rechten bezwaarde gebouwen op eene andere plaats worden herbouwd, blijft ook de grond, waarop de vernietigde gebouwen vroeger stonden, met het voorrecht, de hypotheek of het genotspand bezwaard.

Telkens als een zakelijk recht krachtens de vorige bepalingen is overgedragen op een ander onroerend goed, kan deze overdracht aan derden, die zich zonder bedrog verbonden, slechts tegengesteld worden vanaf het oogenblik waarop zij openbaar gemaakt werd door eene overschrijving of eene inschrijving, overeenkomstig de voorschriften der wet van 16 December 1851 gedaan na overlegging zoowel van een afschrift der beslissing, welke de

wederbelegging toegelaten of opgelegd heeft, als van de bij gezegde voorschriften bedoelde titels en stukken. De borderellen, vereischt uit artikel 83 der wet van 16 December 1851, bevatten de bepaalde aanduiding van den aard en de ligging van het nieuw bezwaard onroerend goed; zij vermelden bovendien de bijzonderheden waarop, naar luid van deze wet, is gegrond de overdracht van het recht op dit onroerend goed. Bij de aanvraag tot overschrijving wordt gevoegd eene verklaring van den verzoeker, waarin dezelfde aanduidingen en bijzonderheden zijn vermeld; deze verklaring wordt in het register van den bewaarder der hypotheeken na de overschrijving overgenomen.

De schuldeischers en bezitters van zakelijke rechten bedoeld bij het 1° lid van dit artikel worden als tusschenkomende partij in het rechtsgeding tot herstel toegelaten.

ART. 33. — Elke tusschenkomst wordt aangebracht bij verzoekschrift, tot den voorzitter der rechtbank voor oorlogsschade gericht en aan den griffier der rechtbank afgegeven of bij aangeteekenden brief gezonden.

Elke tusschenkomst wordt, zoodra zij inkomt, ingeschreven op een tabel, ter inzage van het publiek op de griffie neergelegd.

Van den dag af waarop het verzoekschrift wordt ontvangen, geeft de griffier kennis van de verscheidene akten van rechtspleging aan de tusschenkomende partijen binnen hetzelfde tijdsverloop, op dezelfde wijzen en onder dezelfde voorwaarden als aan hen die herstel vorderen.

ART. 34. — Tot geen enkelen maatregel van tenuitvoerlegging op de goederen, die het voorwerp van de wederbelegging uitmaken, kan worden overgegaan zoolang de twaalfde maand te rekenen van de voltrekking dier wederbelegging niet is verstreken.

De voorrechten en waarborgen gevestigd op goederen, die het voorwerp der wederbelegging uitmaken, worden van rechtswege, zonder fiscale lasten, verlengd tot na het eindigen van bovengemeld tijdsverloop.

Moeten hypothecaire inschrijvingen, die gemelde goederen bezwaren, binnen dit tijdsverloop vernieuwd worden tot voorkoming van verval, dan kunnen geen inschrijvings- en zegelrechten wegens de vernieuwing geheven worden, indien zij geen andere onroerende goederen betreft en de borderellen het vonnis vermelden waarbij de wederbelegging is goedgekeurd of opgelegd.

Diezelfde borderellen zijn eveneens van het zegelrecht vrijgesteld.

Het loon van den bewaarder der hypotheeken komt voor rekening van den Staat.

ART. 35. — De verzekeraar van de oorlogsrisico's, die de schade heeft betaald, treedt, overeenkomstig de wet van 11 Juni 1874, in de door deze wet verleende rechten, mits hij de door die wet opgelegde verplichtingen naleeft.

ART. 36. — Treden eveneens in het recht op herstel, binnen de grenzen der betaalde of voorgeschoten sommen :

1° De gemeenten voor de bij deze wet herstellde schade;

2^o Elke natuurlijke persoon of elke rechtspersoon die aan geteisterden voorschotten deed, welke dienden om de beschadigde, vernielde, opgeëischte of ontvreemde zaak te herstellen, herop te bouwen of te vervangen.

Deze indeplaatsstelling kan aan den Staat en aan derden, die zich zonder bedrog verbonden, slechts tegengesteld worden vanaf het oogenblik waarop zij werd beteekend aan het hoofdbureel voor afstand en inpandgeving der schuldvorderingen wegens herstel der oorlogsschade.

ART. 37. — De geteisterde kan, tot de eindbeslissing over de aanvraag tot vergoeding, den in de plaats gestelde afwijzen mits terugbetaling van de door dezen betaalde sommen, van de wettelijke interesten en van de gerechtvaardigde kosten.

ART. 38. — Bij niet-wederbelegging kunnen de bevoorrechte en hypothecaire schuldeischers of de schuldeischers wegens genotspand, almede de onbevoorrechte schuldeischers, met machtiging van de rechtbank voor oorlogsschade, in raadkamer verleend, op advies van den Staatscommissaris, na den schuldenaar te hebben gehoord, en mits zij in plaats van den schuldenaar toetreden tot de voorwaarden van de wederbelegging, de rechten uitoefenen, door deze wet aan dezen laatste voor de herstelling van hun pand toegekend. Het voorrecht van deze bepaling behoort aan de vreemdelingen in België slechts onder de voorwaarden voorzien bij artikel 8.

De schuldeischers kunnen de hun voorbehouden vordering slechts vervolgen na verloop van veertien dagen te rekenen van de invertoefstelling gedaan door hen aan hunnen schuldenaar. Wordt een eisch ingesteld door den rechthebbende, dan wordt daarvan kennis gegeven aan den belanghebbende door het toedoen van den griffier van de rechtbank of van het hof voor oorlogsschade.

ART. 39. — In geval van niet-wederbelegging wordt de vergoeding toegekend aan de bevoorrechte en hypothecarischschuldeischers of aan de schuldeischers wegens genotspand, naar hunnen rang, zonder dat eene uitdrukkelijke aanwijzing vereischt zij.

Is het onroerend goed het voorwerp van gebruiksrechten of woonrechten, of werd de bezitter van eene erfdienstbaarheid, welke dit goed bezwaart, be nadeeld door zijne vernietiging of verwoesting, dan wordt de vergoeding verdeeld tus en den eigenaar en de bezitters dezer rechten, naar evenredigheid van hunne onderscheidenlijke belangen.

Is het onroerend goed bezwaard met vruchtgebruik, dan wordt de vergoeding aan den vruchtgebruiker uitbetaald, mits deze zekerheid stelt en, na het eindigen van het vruchtgebruik, de som aan den blooten eigenaar overeenkomstig de artikel 601 en 587 van het Burgerlijk Wetboek.

ART. 40. — Elk verzet tegen betaling moet, binnen eene maand nadat de vergoeding voorgoed is bepaald, gedaan worden bij aangeteekenden brief, gezonden aan het hoofdbureel voor afstand en inpandgeving der schuldvorderingen wegens herstel door oorlogsschade.

ART. 41. — De rechtbanken voor oorlogsschade zijn bevoegd om kennis te nemen van de geschillen voortspruitende uit de toepassing van dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK VI.

RECHTSGEDING TOT HERSTEL.

ART. 42. — De vergoedingen, waarop de geteisterden recht hebben, worden bepaald door de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, ingesteld ter uitvoering van het besluit-wet van 23 October 1918 betreffende de vaststelling en de begrooting van de door oorlogsfeiten veroorzaakte schade.

Zijn van toepassing al de met deze wet niet strijdige bepalingen van dit besluit-wet.

De aanwijzingen en begrootingen, die de aanvraag tot herstel moet behelzen, kunnen, met afwijking van artikel 29 van het besluit-wet, bij koninklijk besluit geregeld worden.

ART. 43. — De hoven en rechtbanken voor oorlogsschade bepalen het bedrag der vergoedingen, verleend krachtens deze wet door eene afzonderlijke beslissing voor iedere soort schade, omschreven in het koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 20 van het besluit-wet van 23 October 1918.

In het beschikkend gedeelte van hunne beslissing vermelden zij afzonderlijk, namelijk, de vergoeding tot herstel, de aanvullende vergoeding tot wederbelegging en, bij voorkomend geval, het beloop der voorschotten toegekend krachtens artikel 15, alsmede de gestelde voorwaarden voor de wederbelegging en voorschotten.

ART. 44. — Is de beslissing, die eene vergoeding of eene tegemoetkoming bij voorraad vaststelt, in kracht van gewijsde gegaan, dan geeft de griffier van de rechtbank of van het hof voor oorlogsschade kennis daarvan, bij aangeteekenden brief, aan den Minister van Staathuishoudkundige Zaken. Hij deelt hem terzelfdertijd het beschikkend gedeelte van de beslissing mede.

HOOFDSTUK VII.

TEGEMOETKOMINGEN BIJ VOORRAAD.

ART. 45. — De hoven en rechtbanken voor oorlogsschade kunnen, in elken stand der zaak, na den Staatscommissaris te hebben gehoord, tegemoetkomingen bij voorraad verstrekken in mindering van de vergoedingen voorzien bij deze wet.

ART. 46. — Tegemoetkomingen bij voorraad betreffende roerende en onroerende goederen, waarvoor de wederbelegging is voorzien bij de bovenstaande artikelen, kunnen slechts worden verstrekt voor herstel, heropbouw of herinrichting van het beschadigde, vernield, opgeëischt of ontvreemd goed.

Zij kunnen slechts verstrekt worden aan de geteisterden die eene verklaring van wederbelegging onderteekenen overeenkomstig artikel 21; werd aan dezen eene tegemoetkoming bij voorraad verstrekt, dan zijn zij niet meer gerechtigd om die verbintenis in te trekken.

ART. 47. — Elke eisch bij voorraad wordt ingesteld bij verzoekschrift overgelegd ter griffie van de rechtbank of van het hof, welk kennis neemt van den hoofdeisch.

Het verzoekschrift wordt behandeld overeenkomstig de bepalingen van de bovenstaande artikelen 42 tot 44.

ART. 48. — Zijn de vergoedingen, door de eindbeslissing toegekend lager dan de tegemoetkomingen bij voorraad, dan worden de titels, die deze vertegenwoordigen, vernietigd en vervangen door nieuwe titels van het bedrag der voorgoed verleende vergoedingen.

De Staat blijft niettemin gehouden, aan derden te goeder trouw, overnemers of pandhouders dier tegemoetkomingen, de sommen te betalen, die de geteisterde van deze laatsten heeft ontvangen of die hij hun verschuldigd is uit hoofde van de overeenkomsten gesloten naar luid van de bepalingen dezer wet op den afstand en de inpandgeving.

Van de eindbeslissing af heeft de Staat het recht om van den geteisterde terug te vorderen het verschil tusschen de som, die hij heeft betaald of zal moeten betalen krachtens het vorig lid, en het bedrag der vergoeding vastgesteld door de beslissing.

Interesten en bijkomende onkosten dienen te worden afgerekend.

HOOFDSTUK VIII.

BETALING DER VERGOEDING.

ART. 49. — Binnen eene maand na de eindbeslissing van het hof of de rechtbank voor oorlogsschade wordt aan den rechthebbende, door het toedoen van den Minister van Financiën, overhandigd een titel van het bedrag der door de beslissing verleende vergoedingen.

De titel vermeldt de voorwaarden, door de beslissing en door de wet gesteld voor de wederbelegging en voor de voorschotten.

ART. 50. — De vergoedingen brengen eenen interest op van 5 t. h. te rekenen van 1 Januari 1920 of van den dag der schade, indien deze later werd toegebracht.

ART. 51. — De titel is op naam; de schuldvordering, welke deze titel vertegenwoordigt, kan slechts afgestaan of in pand gegeven worden op de hierna bepaalde wijzen.

ART. 52. — De voorgoed of bij voorraad verleende vergoedingen mits wederbelegging en de voorschotten worden betaald op de tijdstippen vastgesteld door de beslissingen der rechtbanken voor oorlogsschade, overeenkomstig bovenstaande artikel 13.

ART. 53. — Het tijdstip en de wijze van betaling worden, in de overige gevallen, bij koninklijk besluit vastgesteld.

ART. 54. — Bij vervallenverklaring van de vergoeding wordt de titel vernietigd.

HOOFDSTUK IX.

AFSTAND EN INPANDGEVING.

ART. 55. — Kunnen afgestaan en in pand gegeven worden :

1^o Het recht op herstel, bij deze wet geregeld ;

2^o De tegemoetkomingen bij voorraad en de vergoedingen voorgoed toegekend ter uitvoering van bovenstaande bepalingen.

ART. 56. — Het recht op herstel betreffende roerende en onroerende goederen, waarvoor de wederbelegging is aangenomen of opgelegd overeenkomstig bovenstaand hoofdstuk III, alsmede de vergoedingen en de tegemoetkomingen bij voorraad, verleend mits verplichte wederbelegging, kunnen slechts afgestaan of in pand gegeven worden onder voorwaarde dat de prijs van den afstand of de geleende som gebruikt worde tot herstel, heropbouw of vervanging der beschadigde, vernielde, opgeëischte of onvreemde goederen.

ART. 57. — Is van geener kracht elke beslaglegging op de vergoedingen, waarvan de wederbelegging is aangenomen of opgelegd, doch alleen in zoover deze wederbelegging geschiedt binnen de termijnen bepaald overeenkomstig artikel 22.

ART. 58. — De afstand kan aan derden slechts tegengesteld worden en het pand is slechts geldig gevestigd, wanneer de voorwaarden en de vormen zijn in acht genomen zooals die door de artikelen 1689 en volgende, alsmede door de artikelen 2071 en volgende van het Burgerlijk Wetboek onderscheidenlijk zijn voorgeschreven voor den afstand en voor de inpandgeving van de schuldvorderingen en andere onlichamelijke rechten.

ART. 59. — De voorschriften der artikelen 1689 en 2076 van het Burgerlijk Wetboek zijn niet van toepassing op den afstand of op de inpandgeving van het recht op herstel.

ART. 60. — De beteekeningen of authentieke aannemingen voorzien bij de artikelen 1690 en 2075 worden aan den Staat gedaan of door dezen verschaft door bemiddeling van het hoofdbureau voor afstand en inpandgeving der schuldvorderingen wegens herstel der oorlogsschade.

Wat betreft de voorgoed verleende vergoedingen en de tegemoetkomingen bij voorraad, kunnen deze beteekeningen vervangen worden door de vermelding van den afstand of van de inpandgeving, op den overeenkomstig artikel 49 afgeleverden titel door het hoofd van dit bureau ingeschreven.

ART. 61. — De akten van afstand en inpandgeving, evenals de beteekeningen, de aannemingen en de vermeldingen voorzien bij het vorig artikel, zijn vrij van zegel en worden kosteloos geregistreerd.

ART. 62. — De afstand en de inpandgeving hebben slechts uitwerking onder voorbehoud van en onverminderd de door derden regelmatig verworven rechten op de goederen waarvoor de vergoeding wordt aangevraagd of verleend. De overnemer en de panthoudende schuldeischer hebben den

voorang boven alle anderen om hunne rechten op de vergoedingen te doen gelden, wanneer de door hen betaalde of geleende sommen werden gebruikt tot herstel, heropbouw of vervanging der beschadigde, vernielde, opgeëischte of weggenomen goederen.

ART. 63. — Elke afstand, gedaan vóór de bekendmaking dezer wet, wordt op eisch van den overdrager verbroken, mits hij de werkelijk betaalde som, de wettelijke interesten en de kosten terugbetaalt.

De eisch moet, op straffe van vervallenverklaring, worden ingesteld binnen twee maanden na de bekendmaking dezer wet.

ART. 64. — De inrichting van het hoofdbureel voor afstand en inpandgeving der schuldvorderingen wegens herstel van oorlogsschade wordt bij koninklijk besluit geregeld.

HOOFDSTUK X.

HOOGHE RAAD OORLOGSSCHADE.

ART. 65. — Er wordt een hooge raad voor oorlogsschade ingesteld; hij is gelast :

1° Na te gaan welk gebruik de geteisterden maken van de sommen, te hunner beschikking gesteld om het goed te herstellen;

2° Alle maatregelen voor te stellen om de gelijke en volledige toepassing der wet te verzekeren, inzonderheid al de maatregelen te bepalen, die van aard zijn om het door de geteisterden geleden nadeel te verzachten of het herstellen van de vernielde of beschadigde goederen te verhaasten; de groepeerings van de geteisterden te bevorderen ten einde deze herstelling op zoo voordeelig mogelijke wijze te doen geschieden; er voor te zorgen dat de geteisterden zich kunnen bedienen van al de bruikbare materialen voor het herstel van de vernielde of beschadigde zaken.

ART. 66. — Deze raad bestaat uit minstens vijf leden en uit eenen secretaris, benoemd bij koninklijk besluit. Hij wordt voorgezeten door den Minister van Staathuishoudkundige Zaken of door dezès gemachtigde.

ART. 67. — Een koninklijk besluit regelt de werking van den raad en bepaalt de zitpenningen voor zijne leden, evenals de vergoeding voor den secretaris.

ART. 68. — De Koning kan, daarenboven, provinciale commissiën voor oorlogsschade instellen; de samenstelling en de werking daarvan worden door hem geregeld.

HOOFDSTUK XI. — ONDERSCHIEDENE BEPALINGEN.

ART. 69. — Het instellen van eenen eisch tot herstel bij de rechtbank voor oorlogsschade brengt mede het afzien van elke vordering tegen den Staat en de openbare besturen wegens dezelfde feiten of schade.

Binnen de termijnen bepaald door artikel 73 en na te hebben afgezien van de vorderingen, welke zij bij de gewone rechtbanken mochten ingesteld

hebben en welke nog aanhangig mochten zijn, kunnen de geteisterden de eischen tot herstel, op deze wet gegrond, bij de rechtbanken voor oorlogsschade instellen.

ART. 70. — Artikel 57, lid 2, van het besluit-wet van 23 October 1918 wordt door de volgende bepaling vervangen :

Tegen de beslissingen, in hoogsten aanleg uitgesproken door de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade kan men, wegens onbevoegdheid, machtsoverschrijding of schending der wet, zich in verbreking voorzien overeenkomstig titel II, boek IV, van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering en de artikelen 80 en 88 der wet van 27 Ventôse jaar VIII.

De artikelen 116 tot 120 der wet van 12 April 1894 zijn van toepassing op elke voorziening in verbreking, krachtens het vorig lid ingediend.

ART. 71. — De kosten van ontruiming, grensbepaling, rooijing en effening der openbare wegen, door de bij artikel 2 bedoelde maatregelen of feiten noodzakelijk gemaakt, zijn ten laste van den Staat.

Dat geldt ook voor de kosten van afpaling der eigendommen, waarvan de grenzen ten gevolge van de oorlogsfeiten zijn verdwenen.

ART. 72. — De burgerlijke maatschappijen, die ten doel hebben de herstelling van de goederen beschadigd, vernield, opgeëischt of weggenomen wegens oorlogsfeiten, kunnen, zonder haar burgerrechtelijk karakter te verliezen, opgericht worden als vennootschappen van koophandel, mits zij de bepalingen der samengeordende wetten van 18 Mei 1873, 26 December 1881, 22 Mei 1886, 16 Mei 1901 en 23 Mei 1913 in acht nemen.

ART. 73. — Zij, die hunnen eisch tot herstel niet binnen den termijn van zes maanden na de bekendmaking dezer wet instellen, verliezen elk recht op vergoeding.

Echter kunnen de rechtbanken voor oorlogsschade, wegens gewettigd belet, dit vervallen intrekken gedurende een tweeden termijn van zes maanden.

ART. 74. — Van het recht op vergoeding kan geheel of gedeeltelijk vervallen verklaard worden hij, die eene hoogere vergoeding dan de vergoeding waarop hij recht heeft, op bedrieglijke wijze heeft bekomen of poogde te bekomen.

De terugvordering der ten onrechte ontvangen sommen wordt op verzoek van den Staat voor de burgerlijke rechtbanken vervolgd.

De eisch tot terugvordering verjaart door verloop van twee jaren te rekenen van de eindbeslissing over den eisch tot herstel.

ART. 75. — Een niet beperkend krediet van vijfhonderd millioen frank wordt aan de Regeering opengesteld tot bestrijding van de kosten, door de uitvoering dezer wet veroorzaakt.

De sommen voorgesloten krachtens de wet op 's Rijks voorschotten voor de schade, aan de goederen veroorzaakt door de oorlogsfeiten, worden op dit krediet uitgetrokken.

ART. 76. — Worden ingetrokken :

1° Het besluit-wet van 12 November 1918 betreffende de tegemoetkomingen bij voorraad in zake van schade aan de goederen;

2° De artikelen 2 en 3 van het besluit-wet van 11 November 1918, betreffende den afstand en de inpandgeving van het recht op herstel der oorlogsschade.

ART. 77. — De beslissingen vóór de bekendmaking dezer wet door hoven of rechtbanken voor oorlogsschade uitgesproken over elken eisch betreffende schade bij deze wet bedoeld, moeten overeenkomstig hare bepalingen herzien en aangevuld worden.

Daartoe worden, binnen eene maand na hare bekendmaking, de belanghebbenden en de Staatscommissaris opgeroepen, op dag en uur door den voorzitter aangeduid, om hunne opmerkingen en besluiten te doen gelden voor het hof of de rechtbank die de beslissing uitgesproken heeft. De oproeping wordt door den griffier gedaan overeenkomstig artikel 43 van het besluit-wet van 23 October 1918,

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den *Moniteur* bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, den 10^e Mei 1919.

ALBERT.

Van 's Konings wege :

De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,
H. JASPAR.

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
E. VANDERVELDE.

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 JUILLET 1920.

Projet de loi portant interprétation et revision de la loi du 10 mai 1919 sur la réparation des dommages résultant du fait de la guerre.

Wetsontwerp houdende verklaring en herziening der wet van 10 Mei 1919 op het herstel van schade voort-spruitende uit de oorlogsfeiten.

I. — ERRATA AU PROJET DE LOI.

ART. 4. — Au lieu de :

« Sans préjudice à la disposition à l'article 27 ci-après... »

Lire :

« Sans préjudice à la disposition de l'article 27 ci-après... »

ART. 13. — Au lieu de :

« Valeur du bien au 1^{er} août 1919 ».

Lire :

« Valeur du bien au 1^{er} août 1914 »

ART. 14. — Au lieu de :

« Si ce dernier était propriétaire de l'immeuble lui servant d'habitation, il a droit, en outre, à 5 p. c. de la valeur de cet immeuble. Principe : mobilier; l'indemnité ne peut en aucun cas être calculée sur une valeur dépassant 30,000 francs pour les immeubles et pour les meubles sur une valeur excédant celle des meubles meublants... »

I. — VERBETERINGEN IN HET WETS-ONTWERP.

ART. 14. -- In plaats van :

« Was deze laatste eigenaar van het vast goed dat hij bewoonde, dan heeft hij daarenboven recht op 5 t. h. der waarde van dit vast goed. Beginsel : meubelen; de vergoeding mag in geen geval berekend worden op een waarde boven de 30,000 frank voor de vaste goederen en voor de meubelen op een waarde boven die van het stoffearend huisraad... »

Lire :

« Si ce dernier était propriétaire de l'immeuble lui servant d'habitation il a droit, en outre, à 5 p. c. de la valeur de cet immeuble. Toutefois l'indemnité ne peut, en aucun cas, être calculée, pour les immeubles sur une valeur supérieure à 50,000 francs et pour les meubles sur une valeur excédant celle des meubles meublants... »

ART. 18. — Au lieu de :

« L'alinéa premier et l'alinéa final de l'article 13 sont applicables... »

Lire :

« L'alinéa premier de l'article 13 est également applicable... »

ART. 52. — Au lieu de :

« Les indemnités de réparation sont productives d'un intérêt de 5 p. c. l'an à partir du 1^{er} janvier 1920 ou de la date du dommage si celui-ci est postérieur au dommage. »

Lire :

« Les indemnités de réparation sont productives d'un intérêt de 5 p. c. l'an à partir du 1^{er} janvier 1920 ou de la date du dommage si celui-ci est postérieur à cette date. »

II. — ERRATA A L'ANNEXE.

Page 18. — Ajouter l'article 19bis ainsi conçu :

ART. 19bis. — Le Roi peut, sur l'avis du Conseil Supérieur des dommages de guerre, fixer par catégorie de biens des coefficients d'après lesquels les juridictions de dommages de guerre sont tenues de déterminer le montant des indemnités de remploi.

Lezen :

« Was deze laatste eigenaar van het vast goed dat hij bewoonde, dan heeft hij daarenboven recht op 5 t. h. der waarde van dit vast goed. Nochtans mag de vergoeding in geen geval berekend worden, voor de vaste goederen op eene waarde boven de 50.000 frank, en voor de meubelen op eene waarde boven die van het stoffearend huisraad... »

ART. 18. — In plaats van :

« Lid 1 en eindlid van artikel 13 zijn van toepassing... »

Lezen :

« Lid 1 van artikel 13 is insgelijks van toepassing... »

ART. 52. — In plaats van :

« De vergoedingen tot herstel kunnen van af 1 Januari 1920 of van af den datum der schade, indien deze na de schade gevallen is, een interest van 5 t. h. opbrengen. »

Lezen :

« De vergoedingen tot herstel kunnen van af 1 Januari 1920, of van af den datum der schade, indien deze na dien datum gevallen is, een interest van 5 t. h. opbrengen... »

II. — VERBETERINGEN IN HET BIJVOEGSEL.

Bladzijde 18. — Er artikel 19bis aan toevoegen dat luidt als volgt :

ART. 19bis. — De Koning kan, op advies van den Hoogen Raad voor oorlog-schade, coëfficiënten per categorieën goederen vaststellen waarnaar de rechtsinstellingen voor oorlogsschade gehouden zijn het bedrag der vergoedingen voor wederbelegging te bepalen.

Page 20. — Compléter l'article 27 comme suit :

« En cas de refus du sinistré l'offre sera tenue pour acceptée si le tribunal juge que le refus n'est pas justifié. »

Modifier comme suit l'article 49 :

« Dans le délai de deux mois de la décision définitive... »

Modifier comme suit l'article 52 :

« Les tribunaux de dommages de guerre fixent les époques à partir desquelles les jugements sont exécutoires en ce qui concerne les indemnités définitives ou provisionnelles accordées à charge de remploi, conformément à l'article 15 ci-dessus ».

Page 27. — Supprimer l'article 70.

Il s'agit ici d'une question de procédure traitée par l'article 69 de la loi du 25 avril 1920.

Bladzijde 20. — Artikel 27 aanvullen als volgt :

« Bijaldien de geteisterde weigert, zal het aanbod worden aangezien als zijnde aanvaard, zoo de rechtbank oordeelt dat de weigering niet gebillijkt is. »

Artikel 49 wijzigen als volgt :

« Binnen het termijn van twee maanden na de bepaalde beslissing. »

Artikel 52 wijzigen als volgt :

« De rechtbanken voor oorlogsschade bepalen de tijdstippen te beginnen waarvan de vonnissen uitvoerbaar zijn wat betreft de mits wederbelegging, overeenkomstig bovenstaand artikel 15 voorgoed of bij voorraad verleende vergoedingen. »

Bladzijde 27. — Artikel 70 door-schrijven.

Er is spraak van een kwestie van rechtspleging, behandeld in artikel 69 van de wet van 25 April 1920.

demniser, au delà de la valeur 1914, les industriels et commerçants qui avaient subi des dommages de guerre leur ayant pas fait perdre 25 % de leurs moyens de production. Les circonstances favorables ont fait qu'ils ont pu depuis l'armistice s'assurer des bénéfices représentant au moins la différence entre l'indemnité qu'ils continueront à recevoir et la somme qu'ils doivent déboursier pour se reconstituer. Ces dispositions ne pouvaient toutefois être appliquées d'une façon absolue. C'est dans ce but que l'article 18, 1^o permet de tenir compte des divisions d'usine; il faudra donc examiner dans chaque entreprise si telle ou telle partie de l'usine a perdu effectivement 25 % de ses moyens de reproduction.

2^o *Animaux*. — La situation faite aux agriculteurs pendant la guerre a été extrêmement différente selon le régime auquel ils étaient soumis par l'ennemi; alors que, dans le territoire du Gouvernement général, les réquisitions de vivres ont été peu nombreuses à partir de 1917 et qu'au contraire les agriculteurs ont vendu leurs produits à un prix élevé, les cultivateurs de la région d'étape ont eu peu à souffrir de réquisitions d'animaux et ceux de l'ancienne zone de feu ont vu disperser leur cheptel et détruire entièrement leur exploitation. Tenant compte de cette situation, des catégories spéciales doivent être prévues. Le projet proposé d'accorder à tous l'indemnité de réparation valeur 1914; mais les agriculteurs de l'ancienne zone de feu recevront seuls une indemnité de remplacement pour tous leurs animaux, engrais, semences, récoltes, plantes vivantes, arbres, arbustes et produits divers nécessaires à la remise en culture. Les agriculteurs de l'ancienne zone des étapes n'auront ce bénéfice que pour la reconstitution de leur cheptel. Les délimitations de ces deux zones se fera par arrêté royal.

3^o *Meubles meublants, linge et effets personnels*. — La loi du 10 mai 1919 exclut déjà du droit à l'indemnité de remplacement tout objet de luxe. Toutefois, la jurisprudence n'a, en général, considéré comme objet de luxe que celui qui par lui-même, est sans utilité directe pour le propriétaire, ou ne lui est pas nécessaire pour son industrie, son commerce ou l'exercice de sa profession. Mais il existe des objets qui, sans pouvoir être par eux-mêmes considérés comme objets de luxe, doivent rentrer dans cette catégorie parce que leur abondance même est un luxe. S'inspirant de la jurisprudence de certains tribunaux et consacrant celle-ci, le projet de loi propose de n'accorder aucune indemnité complémentaire de remplacement pour les meubles, linge ou effets personnels qui dépassent en nombre ou en valeur, la quantité ou la qualité correspondant à la composition du ménage du sinistré.

Le projet de loi apporte également certaines modifications au calcul de l'indemnité prévue par l'article 14 pour le sinistré mis dans la nécessité d'abandonner son habitation. La jurisprudence a diversement interprété cet article. Le projet met la question au point : Il faut que le sinistré ait été mis dans la nécessité d'abandonner son habitation et cela par suite d'une des mesures ou d'un des faits définis à l'article 2 de la loi, c'est-à-dire toute mesure prise ou tout fait accompli à l'occasion de la guerre, soit par l'État belge ou l'un des

États associés à la Belgique dans la guerre, soit par un agent de la Belgique ou de l'un de ces États, soit par une puissance ennemie ou l'un de ses agents ou ressortissants. Ne pourra donc bénéficier de l'indemnité prévue par l'article 14 que le sinistré expulsé de son domicile soit par destruction, soit par réquisition ou expulsion violente.

L'indemnité est accordée au sinistré, parce que celui-ci s'est trouvé dans l'obligation de chercher un autre logis ou de se pourvoir de nouveaux meubles. Il est donc tout à fait illogique d'en faire bénéficier le sinistré qui a reçu l'hospitalité gratuite, et il est non moins illogique d'accorder cette indemnité, quelle que soit la valeur de l'immeuble ou des meubles détruits. Le sinistré expulsé de son habitation par fait de guerre pouvait se contenter, pendant la durée des opérations, d'une habitation modeste. Aussi le nouvel article 14 prévoit-il que l'indemnité ne sera pas calculée sur une valeur dépassant 30,000 francs, pour les immeubles et, pour les meubles, sur une valeur excédant celle des meubles meublants strictement indispensables à l'habitation et à l'exclusion des provisions, marchandises, œuvres d'art, collections, etc.

Enfin, la loi en accordant la réparation au sinistré qui avait eu à souffrir de la guerre, devait logiquement tenir compte des bénéfices que la guerre avait procurés à ce sinistré. Il n'est évidemment pas possible que l'Etat doive indemniser les Belges de certaines pertes qu'ils ont subies au cours de la guerre et ne puisse pas tenir compte des bénéfices légalement constatés. Une compensation s'impose en cette matière. C'est le but de l'article 74^{bis} en vertu duquel ne bénéficient pas des indemnités accordées par la loi, les sinistrés qui ont réalisé des bénéfices de guerre tels qu'ils sont définis par la loi du 3 mars 1919, dans la mesure où ces bénéfices, déduction faite de l'impôt spécial et extraordinaire prélevé de ce chef, compensent la perte subie du fait de dommages de guerre.

Au cours de la discussion de la loi du 28 mars 1920 sur les cours et tribunaux de dommages de guerre, plusieurs membres de la Chambre des Représentants et du Sénat ont exprimé le désir de voir élargir les conditions du emploi. Le projet de loi tient compte de ces observations. Le nouvel article 19 stipule que le tribunal des dommages de guerre détermine les conditions dans lesquelles s'effectue le emploi. Le tribunal s'inspirera de l'intérêt économique de la nation, de la nécessité de reconstituer les régions dévastées, de rétablir en Belgique des immeubles suffisants pour abriter toute la population, de rétablir dans les régions sinistrées les entreprises industrielles, commerciales ou agricoles dont le maintien s'impose. Il n'est lié en cette matière par aucune règle et pourra apprécier chaque cas, tenant compte des circonstances spéciales à ce cas.

Le projet de loi propose d'apporter certaines modifications au mode de liquidation des indemnités. Celles-ci sont actuellement payées dans la plupart des cas par la remise d'un titre à cinq ans d'échéance et productif d'un intérêt de 5 %. Il importait de consacrer cette situation de fait exigée par l'état des finances du pays. Il n'est, en effet, pas possible à l'Etat belge d'assurer la liquidation immédiate des indemnités de dommages de guerre. Il doit appartenir au

Gouvernement, selon les circonstances, d'élever ou d'abaisser le chiffre des liquidations en argent. Un arrêté royal déterminera donc l'époque et le mode de paiement des sommes allouées par décision coulée en force de chose jugée.

Des modifications sont également proposées en ce qui concerne les intérêts. Il n'est pas logique d'accorder l'intérêt sur une indemnité de remploi, tant que ce remploi n'est pas effectué. Si un immeuble a été détruit et que le coefficient de reconstruction est trois, en vertu de la législation actuelle le sinistré a droit à trois fois les intérêts qu'il touchait avant la guerre. S'il a reconstruit lui-même sans attendre que l'État lui accorde une indemnité, cette situation est tout à fait logique; car, ou bien il a emprunté en banque et doit payer un intérêt à son banquier sur la somme empruntée, ou bien il a utilisé ses propres fonds et il ne faut pas que de chef il subisse un préjudice. En réalité, les indemnités de remploi devraient porter intérêt à partir de la date à laquelle la somme est réellement utilisée par le sinistré pour le remploi. Il est toutefois matériellement impossible de déterminer cette date dans la loi, attendu que, au cours de la reconstruction, le sinistré a effectué une série de débours venant s'ajouter l'un à l'autre. Le tribunal des dommages de guerre, statuant en connaissance de cause et tenant compte des époques moyennes auxquelles le sinistré a dû effectuer ces débours, fixera la date à partir de laquelle les intérêts sont dus.

Enfin, le projet de loi introduit quelques modifications aux articles 4 et 27, permettant d'opérer des restitutions par équivalence aux sinistrés qui ont subi un préjudice dont la loi du 14 août 1887, sur les prestations militaires et les cantonnements, prévoit la réparation.

Telles sont les principales idées dont s'inspire le projet de loi soumis à vos délibérations. Le Gouvernement vous prie de réserver à l'examen de ce projet le bénéfice de l'urgence.

Le Ministre de l'Intérieur,

HENRI JASPAR.

(6)

PROJET DE LOI

portant interprétation et revision de la loi du 10 mai 1919 sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE UNIQUE.

Notre Ministre de l'Intérieur présentera en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article premier. — Les modifications ci-après sont introduites dans la loi du 10 mai 1919 :

« *Art. 4.* — Sans préjudice à la
» disposition à l'article 27 ci-après,
» ne donnent pas lieu à la réparation organisée par la présente loi :
» 1° Les dommages susceptibles
» d'être réglés par application de
» la loi du 14 août 1887, complétée par l'arrêté-loi du 4 août
» 1917, relative au logement des
» troupes en marche et en cantonnement et aux prestations militaires ;

WETSONTWERP

houdende verklaring en herziening der wet van 10 Mei 1919 op het herstel van schade voortspruitende uit oorlogsfeiten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

EENIG ARTIKEL.

Onze Minister van Binnenlandsche Zaken zal, in Onzen Naam, ter wetgevende Kamers het wetsontwerp voordragen, waarvan de inhoud volgt :

Art. 1. — Volgende wijzigingen worden gedaan in de wet van 10 Mei 1919 :

« *Art. 4.* — Ongeminderd de bepaling vermeld bij artikel 27 hieronder, zijn niet vatbaar voor het bij deze wet geregeld herstel :

» 1° De schaden welke zouden kunnen geregeld worden bij toepassing der wet van 14 Augustus 1887, aangevuld bij het koninklijk besluit van 4 Augustus 1917, betreffende het inkwartieren van op rukkende of inlegerende troepen en op de militaire verstrekkingen ;

» 2° Les dommages relatifs aux
» titres et valeurs au porteur ; leur
» réparation fera l'objet d'une loi
» spéciale.

» *Art. 13.* — En matière immobi-
» lière, le dommage sera indemnisé,
» sur la base de la valeur du bien
» au 1^{er} août 1919 ou au jour de
» son acquisition ou de sa fabrica-
» tion, si celles-ci sont postérieures à
» cette date.

» Cependant, il sera tenu compte
» de la plus-value ou de la moins-
» value résultant de l'accroissement
» ou de la diminution naturelle au
» jour où le fait donnant lieu à ré-
» paration s'est produit.

» Lorsque des biens ont subi une
» première destruction ou dégrada-
» tion à la suite de laquelle ils ont
» été reconstitués ou rétablis et que,
» dans la suite, ils ont subi une
» nouvelle destruction ou dégrada-
» tion, la réparation à laquelle ils
» donneront lieu comportera, outre
» les indemnités prévues au pré-
» sent article et aux articles sui-
» vants, tous les frais occasionnés
» par leur premier rétablissement
» ou reconstruction.

» *Art. 14.* — Le préjudicié qui
» à la suite d'une des mesures ou
» d'un des faits définis à l'article 2
» de la présente loi, a été mis dans
» la nécessité d'abandonner son ha-
» bitation et ses meubles, a droit de
» ce chef, à une indemnité supplé-
» mentaire.

» Celle-ci est fixée à 5 p. c. de la
» valeur du mobilier à l'usage du
» préjudicié. Si ce dernier était pro-
» priétaire de l'immeuble lui ser-

» 2° De schaden betreffende de
» titels en waarden aan toonder ; hun
» herstel zal bij een bijzondere wet
» geregeld worden.

» *Art. 13.* — In zake vaste goe-
» deren zal de schade vergoed worden
» op grond der waarde van het goed
» op 1 Augustus 1914 of op den dag
» der verkrijging daarvan, zoo deze
» na dien datum zijn geschied.

» Evenwel wordt er rekening
» gehouden met de waardevermeer-
» dering of de waardevermindering
» voortvloeiende uit de natuurlijke
» vermeerdering of vermindering op
» den dag waar het feit, dat het her-
» stel aanleiding geeft, zich heeft
» voorgedaan.

» Wanneer goederen een eerste
» maal vernietigd of beschadigd en
» daarna heropgericht of hersteld,
» later opnieuw vernietigd of bescha-
» digd werden, begrijpt het herstel,
» waartoe zij aanleiding geven, niet
» alleen de vergoedingen voorzien bij
» dit artikel en bij de volgende arti-
» kelen, maar ook al de kosten veroor-
» zaakt door de eerste herstelling of
» heroprichting daarvan.

» *Art. 14.* — De benadeelde die,
» ten gevolge van een der maatregelen
» of een der feiten bepaald bij arti-
» kel 2 dezer wet, genoodzaakt werd
» zijn woning te verlaten, heeft uit
» dien hoofde recht op een bijkom-
» mende vergoeding.

» Deze laatste wordt bepaald op
» 5 t. h. van de waarde der door den
» benadeelde gebruikte meubelen.
» Was deze laatste eigenaar van het

» vant d'habitation, il a droit, en
 » outre, à 5 p. c. de la valeur de cet
 » immeuble — principe : mobilier ;
 » l'indemnité ne peut en aucun cas
 » être calculée sur une valeur dé-
 » passant 50,000 francs pour les
 » immeubles et pour les meubles
 » sur une valeur excédant celle des
 » meubles meublants strictement in-
 » dispensables à l'habitation et à
 » l'exclusion des provisions, mar-
 » chandises, œuvres d'art, collec-
 » tions, etc.

» L'indemnité prendra cours le
 » jour du dommage; elle cessera
 » avec celui-ci et ne pourra jamais
 » être allouée pour une période dé-
 » passant le 31 décembre 1919.
 » L'indemnité prévue au présent
 » article n'est allouée qu'à celui qui
 » établit qu'il a effectivement fait
 » des dépenses pour habiter ail-
 » leurs.

» *Art. 18.* — En matière mobi-
 » lière, le dommage sera réparé
 » dans l'ensemble de la perte subie,
 » évaluée à la date du 1^{er} août 1914.
 » Toutefois pour les meubles ou
 » produits achetés postérieurement
 » à cette date, l'évaluation du dom-
 » mage est faite d'après le prix
 » d'achat ou le coût de production
 » si ceux-ci peuvent être établis.

» L'alinéa 1^{er} et l'alinéa final de
 » l'art. 15 sont applicables :

» 1^o à l'outillage industriel, com-
 » mercial ou agricole, même non
 » immeuble par destination, ainsi
 » qu'aux meubles servant à l'exploit-
 » ation des fonds de commerce ou
 » à l'exercice des professions, dans
 » la mesure où l'enlèvement, la des-
 » truction ou la réquisition a fait
 » perdre aux entreprises et exploi-

» vast goed dat hij bewoonde, dan
 » heeft hij daarenboven recht op 5 t. h.
 » der waarde van dit vast goed be-
 » ginsel : meubelen ; de vergoeding
 » mag in geen geval berekend worden
 » op een waarde boven de 50,000 fr.
 » voor de vaste goederen en voor de
 » meubelen op een waarde boven die
 » van het stoffeërend huisraad, het welk
 » strikt en ontbeerlijk is tot het bewo-
 » nen en ter uitzondering de voorra-
 » den, koopwaren, kunstvoorwerpen,
 » verzamelingen, enz., enz.

» De vergoeding zal aanvangen
 » op den dag der schade; zij zal met
 » deze laatste ophouden en kan nooit
 » toegekend worden voor een tijdstip
 » na 31 December 1919. De bij dit
 » artikel voorziene vergoeding wordt
 » enkel toegekend aan dengene die
 » bewijst dat hij werkelijk uitgaven
 » gedaan heeft om elders te wonen.

» *Art. 18.* — Wat de roerende
 » goederen betreft zal de schade her-
 » steld worden in de maat van het
 » geleden verlies, geschat op 1 August-
 » tus 1914. Evenwel voor meubelen
 » en producten welke na dezen datum
 » gekocht werden wordt de schatting
 » der schade gedaan volgens den aan-
 » koop prijs of de voortbrengings-
 » kosten, indien deze kunnen vastge-
 » steld worden.

» Lid 1 en eindlid van artikel 15
 » zijn van toepassing :

» 1^o Op de nijverheids-, handels-
 » of landbouwwerktuigen, zelfs wan-
 » neer zij niet zijn onroerende goede-
 » ren door bestemming, alsmede op
 » de meubelen dienende tot het drij-
 » ven van handel of het uitoefenen
 » van een beroep, naar volgens dat de
 » wegneming of de opeischung aan de
 » ondernemingen of uitbatingen of

» tations ou à l'une de leurs divi-
» sions, au moins 25 p. c. de leurs
» moyens de production ;

» 2° a) aux animaux, même non
» immeubles par destination, ainsi
» qu'aux engrais, semences, récol-
» tes, plantes vivantes, arbres, ar-
» bustes et produits divers néces-
» saires à la remise en culture, dans
» tous les cas où le dommage est
» subi dans les communes dévastées
» de l'ancienne ligne de feu. La liste
» de celles-ci sera déterminée par
» arrêté royal ;

» b) aux animaux, même non im-
» meubles par destination, néces-
» saires à la remise dans l'activité
» du 1^{er} août 1914, des exploitations
» agricoles, qui ont été comprises
» pendant au moins un an dans la
» Région des Étapes. La délimita-
» tion de celle-ci fera l'objet d'un
» arrêté royal ;

» 3° aux meubles meublants, lin-
» ge, effets personnels, à l'exclusion
» de tout objet d'art ou de luxe.
» Toutefois, il n'est accordé aucune
» indemnité complémentaire de rem-
» ploï pour les meubles, linge et
» effets personnels qui dépassent en
» nombre ou en valeur, la quantité
» ou la qualité correspondant à la
» composition du ménage du sinis-
» tré.

» Dans le cas de restitution à leur
» propriétaire d'objets identifiés,
» les tribunaux allouent à titre d'in-
» demnité les frais de réparation et
» de réinstallation, lorsque les objets
» restitués font partie de l'outillage
» industriel, commercial ou agri-

aan een harer afdeelingen een ver-
lies van minstens 25 t. h. harer
voorbrengringsmiddelen deedt on-
dergaan.

» 2° a) Op het vee, zelfs wanneer
het niet is onroerend goed door be-
stemming, alsmede op de meststof-
fen, zaden, oogsten, levende plan-
ten, boomen, struiken en allerlei
producten noodig tot de herneming
van den akkerbouw in elk der ge-
vallen waar de schade ondergaan is
in de verwoeste gemeenten der
gewezen vuurlinie. De lijst dezer
gemeenten zal bij koninklijk besluit
bepaald worden.

» b) Op het vee, zelfs wanneer
het niet is onroerend goed door be-
stemming, noodig tot het hernemen
van de bedrijvigheid van 1 August-
us 1914 der landbouwondernemin-
gen, welke minstens gedurende één
jaar in het Ettappengebied zijn be-
grepen geweest. De begrenzing dezes
zal het voorwerp uitmaken van een
koninklijk besluit.

» 3° Op het stoffeërend huisraad,
het linnen, de persoonlijke kleedij
met uitsluiting van elk voorwerp
van kunst of weelde. Evenwel wordt
er geen aanvullende vergoeding
van wederbelegging verleend voor
de meubelen, het linnen en de per-
soonlijke kleedij waarvan het aantal
en de hoeveelheid de met de samen-
stelling des gezins van den geteis-
terde overeenstemmende hoeveel-
heid of hoedanigheid overtreffen.

» In geval van terruggave aan
hun eigenaar van de vroegere voor-
werpen, kennen de rechtbanken als
vergoeding de herstellings- en her-
instellingskosten toe, wanneer de
teruggegeven voorwerpen behoorren
tot de nijverheids-, handels- en land-

» cole, même non immeuble par
» destination.

» *Art. 19.* — Le tribunal des
» dommages de guerre détermine
» les conditions dans lesquelles s'ef-
» fectue le emploi. »

» *Art. 27.* — L'État a la faculté
» d'offrir; à titre de réparation, des
» immeubles ou des meubles de mê-
» me espèce et valeur que les biens
» endommagés, détruits, réquisi-
» tionnés ou enlevés.

» L'acceptation de cette offre sera
» soumise à l'agrément du tribunal;
» celle-ci entraînera le transfert à
» l'État de la propriété du bien ayant
» donné lieu à la demande en répa-
» ration.

» En cas de refus du sinistré, l'of-
» fre sera tenue pour acceptée si le
» tribunal juge qu'il n'est pas jus-
» tifié.

» Le présent article est applicable
» aux réquisitions effectuées par les
» armées belges ou alliées. »

» *Art. 43.* — Les cours et tribu-
» naux des dommages de guerre
» fixent les indemnités accordées en
» vertu de la présente loi, en indi-
» quant séparément, notamment les
» indemnités accordées à titre de
» réparation sans emploi, les in-
» demnités de réparation soumises
» au emploi, les indemnités com-
» plémentaires de emploi ainsi que
» les conditions fixées pour le em-
» ploi. »

» *Art. 49.* — Lorsqu'il est inter-
» venu une décision coulée en force
» de chose jugée, au sujet d'une in-

bouwwerktuigen, zelfs wanneer zij
niet onroerend goed zijn door be-
stemming.

Art. 19. — De rechtbank voor
oorlogsschade bepaald de voorwaar-
den in dewelke de wederbelegging
geschiedt. »

Art. 27. — De Staat kan, als her-
stel, vaste goederen of meubelen
van gelijke soort en waarde als de
beschadigde, vernielde, opgeëischte
of weggenomen goederen aanbieden.

De aanvaarding van dit aanbod
moet door de rechtbank worden
goedgekeurd; daardoor gaat de ei-
gendom van het goed, waarvoor
herstel werd aangevraagd, aan den
Staat over.

Bij weigering vanwege den ge-
teisterde zal het aanbod, indien de
rechtbank de weigering als gerecht-
vaardigd oordeelt, als aanvaard
aanshouwd worden.

Dit artikel is toepasselijk op de
door de Belgische of verbonden
legers uitgevoerde opvorderingen.

Art. 43. — De hoven en recht-
banken voor oorlogsschade bepalen
de vergoedingen, verleend krach-
tens deze wet door afzonderlijk aan
te duiden, namenlijk de als herstel
zonder wederbelegging verleende
vergoedingen, de vergoedingen tot
herstel aan wederbelegging onder-
worpen, de aanvullende vergoedin-
gen tot wederbelegging alsmede de
gestelde voorwaarden voor de we-
derbelegging.

Art. 49. — Wanneer eene be-
slissing getroffen is die kracht van
gewijsde heeft, nopens eene vergoe-

» demnité de réparation pour des
 » immeubles ou des meubles dont le
 » remploi n'a été ni agréé ni imposé
 » par le tribunal, il est délivré dans
 » les deux mois, au bénéficiaire, un
 » titre constatant le montant de la
 » somme attribuée. L'époque et le
 » mode de paiement des titres de
 » cette nature sont fixés par arrêté
 » royal. »

» *Art. 50.* — L'époque et le mode
 » de paiement des sommes allouées
 » par décision coulée en force de
 » chose jugée à titre d'indemnité de
 » réparation et d'indemnité complé-
 » mentaire de remploi relativement
 » à des biens meubles ou immeubles
 » pour lesquels le remploi a été
 » agréé ou imposé par le tribunal
 » sont fixés par arrêté royal. »

« *Art. 52.* — Les indemnités de
 « réparation sont productives d'un
 « intérêt de 5 p. c. l'an à partir du
 « 1^{er} janvier 1920 ou de la date du
 « dommage, si celui-ci est postérieur
 « au dommage. »

« Les indemnités complémen-
 « taires de remploi produisent le
 « même intérêt à partir de la date
 « fixée par les décisions des cours
 « et tribunaux de dommages de
 « guerre pour la délivrance de
 « titres. »

« Si le remploi est déjà effectué
 « au moment du jugement le tribu-
 « nal fixera la date à partir de la-
 « quelle l'intérêt commencera à
 « courir. »

« *Art. 74^{bis}.* — Ne bénéficient
 « pas des indemnités accordées par
 « la présente loi, les sinistrés qui ont

ding tot herstel voor vaste goede-
 ren of meubelen welker wederbe-
 legging door de Rechtbank noch
 aangenomen noch opgelegd werd,
 wordt, binnen de twee maand aan
 den gerechtigde een titel afgeleverd
 waarbij het bedrag der toegekende
 som wordt vastgesteld. Het tijdstip
 en de wijze van betaling van derge-
 lijke titels worden bij koninklijk be-
 sluit vastgesteld.

Art. 50. — Het tijdstip en de
 wijze van betaling der bij beslissing,
 die kracht van gewijsde heeft, toe-
 gekende sommen als vergoeding tot
 herstel en aanvullende vergoeding
 tot wederbelegging betreffende roe-
 rende goederen, of vaste goederen
 voor dewelke de wederbelegging
 door de rechtbank werden aangenomen
 of opgelegd, worden bij koninklijk
 besluit vastgesteld.

Art. 52. — De vergoedingen tot
 herstel kunnen van af 1 Januari
 1920 of van af den datum der schade
 indien deze na de schade gevallen
 is, een interest van 5 t. h. opbrengen.

De aanvullende vergoedingen van
 wederbelegging brengen den zelf-
 den interest op van af den datum
 welke bij de beslissingen en recht-
 banken voor oorlogsschaden wordt
 vastgesteld tot het afleveren der
 titels.

Indien de wederbelegging reeds
 in voege is op het oogenblik der
 uitspraak, zal de rechtbank den da-
 tum vaststellen op dewelke de inte-
 rest zal aanvang nemen.

Art. 74^{bis}. — Genieten de bij deze
 wet toegekende vergoedingen niet,
 de geëisteerden die oorlogswinsten

» réalisé des bénéfices de guerre,
« tels qu'ils sont définis par la loi
« du 3 mars 1919, dans la mesure
« où ces bénéfices, déduction faite
« de l'impôt spécial et extraordi-
« naire prélevé de ce chef, com-
« pensent la perte subie du fait de
« dommages de guerre. »

ART. 2.

Le dernier alinéa de l'article 15 et
les articles 16 et 53 de la loi du
10 mai 1919 sont abrogés.

Donné à Bruxelles, le 9 juillet 1920.

verwezenlijkt hebben, zooals zij bij
de wet van 3 Maart 1919 bepaald
zijn, volgens deze winsten, na af-
trek der uit dien hoofde bijzondere
en buitengewone opgelegde belas-
ting, het door het feit van oorlogs-
schade ondergaan verlies vergoe-
den.

Art. 2. — Het laatste lid van arti-
kel 15 en artikel 16 en 53 der wet
van 10 Mei 1919 worden inge-
trokken.

Gegeven te Brussel, den

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

Van 's Konings wege :

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

H. JASPAR.

ANNEXE

Ministère des Affaires Economiques.

Lois sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre (1).

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Le peuple belge, s'appuyant sur les principes du droit et sur les stipulations des traités, notamment des traités de Londres du 19 avril 1839 et des quatrième et cinquième conventions de La Haye du 18 avril 1907, affirme de nouveau son droit, retenu dans les déclarations solennelles et réitérées des puissances alliées, d'obtenir la reconstitution intégrale de la Belgique et la réparation de la **totalité** des dommages que la nation et les citoyens belges ont subis par la guerre.

CHAPITRE PREMIER.

DES DOMMAGES QUI DONNENT LIEU A RÉPARATION.

ART. 2. — Sans préjudice des réparations qui seront organisées par des lois spéciales, donnent lieu à réparation, les dommages certains et matériels résultant de l'atteinte directe portée, sur le territoire de la Belgique, aux biens meubles et immeubles, par :

1° Les mesures prises ou les faits accomplis à l'occasion de la guerre par

(1) CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Projet de loi, n° 11. — Premier rapport et proposition de loi, n° 59. — Deuxième rapport au nom de la commission présidée par MM. Mechelynck, Devèze et Wauwermans, n° 75. — Amendement de MM. Claes et consorts, n° 95. — Amendements présentés par le gouvernement. Amendements de MM. Vermeersch et consorts. Amendements de MM. Maenhaut, Buyl, Nolf, Hanssens, Van de Vyvere et Wauwermans, n° 97. — Amendements de M. Hanssens, n° 101. — Texte adopté par la Chambre en premier vote, n° 122. — Amendement de M. Vandepierre du 26 mars 1919, n° 123. — Amendements présentés par M. Mechelynck, n° 125.

SÉNAT.

Texte soumis au Sénat, n° 56. — Amendement de M. Libioulle, n° 57. — Rapport des commissions réunies de la justice et des affaires économiques du 14 avril 1919, n° 58. — Séance du 29 avril 1919. Amendement, n° 70. — Séance du 30 avril 1919. Amendement, n° 75.

les puissances ennemies ou l'un de leurs agents ou ressortissants ;

2° Les mesures prises ou les faits accomplis à l'occasion de la défense ou de la libération de la Belgique, soit par l'État belge, soit par l'un des États associés à la Belgique dans la guerre, soit par un agent de la Belgique ou de l'un de ces États ;

3° Les mesures prises ou les faits accomplis par les citoyens dans une pensée patriotique, en vue de se soustraire aux ordres, réquisitions et saisies de l'ennemi ou d'en atténuer les effets ;

4° L'explosion de munitions ;

5° Les crimes et délits commis contre les propriétés à la faveur de la désorganisation des pouvoirs publics soit pendant l'occupation ennemie, soit au moment de la libération de la partie du territoire où les faits ont été commis soit pendant la période qui a suivi immédiatement cette libération, ainsi que lors de l'évacuation des parties du territoire comprises dans la zone des opérations.

Le décret du 10 Vendémiaire an IV sur la responsabilité des communes n'est pas applicable aux faits prévus par la présente loi.

ART. 3. — Les tribunaux des dommages de guerre apprécient, d'après la nature et les circonstances de l'infraction, si le montant des peines pécuniaires infligées par l'ennemi doit être, en tout ou en partie, remboursé aux personnes qui les ont subies.

Néanmoins, quant aux infractions prévues par les lois pénales belges, il sera sursis à statuer si le commissaire de l'Etat le demande, jusqu'à décision sur l'infraction par la juridiction répressive, et le remboursement total ou partiel n'aura lieu, dans ce cas, que conformément à ses décisions.

ART. 4. — Ne nonnent pas lieu à la réparation organisée par la présente loi :

1° Les dommages susceptibles d'être réglés par application de la loi du 14 août 1887, complétée par l'arrêté-loi du 4 août 1917, relative au logement des troupes en marche et en cantonnement et aux prestations militaires ;

2° Les dommages relatifs aux titres et valeurs au porteur ; leur réparation fera l'objet d'une loi spéciale.

CHAPITRE II.

DES BÉNÉFICIAIRES DE LA RÉPARATION.

ART. 5. — Les personnes physiques et juridiques de nationalité belge sont seules admises aux bénéfices de la présente loi.

ART. 6. — Les sociétés doivent, pour bénéficier de la présente loi, justifier qu'elles ont été constituées sous l'empire des lois belges et qu'elles ont leur principal établissement en Belgique.

Toutefois, ces sociétés pourront prétendre à la réparation si l'Etat belge démontre qu'à une époque quelconque de la période comprise entre le 1^{er} août 1914 et l'allocation de l'indemnité, la majorité des capitaux soumis au régime de l'association était de nationalité étrangère.

ART. 7. — Les personnes juridiques constituées conformément à la législation de la Colonie sont assimilées aux personnes juridiques de nationalité belge.

ART. 8. — Les personnes physiques et juridiques étrangères seront admises au bénéfice de la présente loi dans les conditions qui seront déterminées par des traités.

ART. 9. — Ne sont pas admis au bénéfice de la présente loi, ceux qui ont été condamnés par décision définitive du chef d'infraction :

1° A l'arrêté-loi du 10 décembre 1916 relatif à l'interdiction de relations d'ordre économique avec l'ennemi;

2° Aux dispositions du titre 1^{er} du livre II du Code pénal, de la loi du 4 août 1914, des arrêtés-lois du 11 octobre 1916 et du 8 avril 1917 sur les crimes et délits contre la sûreté de l'État.

ART. 10. — Dans le cas de l'article précédent, si les coupables sont administrateurs, gérants ou directeurs de sociétés; la société elle-même pourra être privée du droit à la réparation, si elle a tiré profit de l'acte délictueux.

Le tribunal des dommages de guerre sera seul compétent pour connaître de la déchéance.

ART. 11. — En cas de poursuite en vertu des dispositions visées à l'article 9, la procédure en règlement des indemnités provisionnelles ou définitives sera suspendue jusqu'au jugement définitif rendu sur l'action publique.

ART. 12. — Tout paiement provisionnel ou définitif à l'une des personnes ou sociétés visées aux articles 9 et 10 sera sujet à répétition.

L'action en répétition ne pourra être exercée que dans le délai de six mois à partir du paiement ou du jour où la décision sera passée en force de chose jugée, si elle est postérieure au paiement.

L'action en répétition sera exercée devant les tribunaux civils, à la requête de l'État.

CHAPITRE III.

DU MONTANT DES INDEMNITÉS.

ART. 13. — Le dommage sera indemnisé sur la base de la valeur du bien au 1^{er} août 1914 ou au jour de son acquisition ou de sa fabrication, si celles-ci sont postérieures à cette date.

Cependant, il sera tenu compte de la plus-value ou de la moins-value résultant de l'accroissement ou de la diminution naturels au jour où le fait donnant lieu à réparation s'est produit.

Lorsque des biens ont subi une première destruction ou dégradation à la suite de laquelle ils ont été reconstitués ou rétablis et que, dans la suite, ils ont subi une nouvelle destruction ou dégradation, la réparation à laquelle ils donneront lieu, comportera, outre les indemnités prévues au présent article et aux articles suivants, tous les frais occasionnés par leur premier rétablissement ou reconstitution.

Art. 14. — Le préjudicié qui, par suite du dommage, a été mis dans la nécessité d'abandonner son habitation, aura droit de ce chef à une indemnité supplémentaire.

Elle sera calculée à forfait à partir du jour du dommage à raison de 5 p. c. l'an sur la valeur du mobilier à l'usage du préjudicié ainsi que sur la valeur de l'immeuble lui servant d'habitation, s'il en était propriétaire.

Art. 15. — En cas de remploi agréé ou imposé par le tribunal, le bénéficiaire, outre l'indemnité prévue par l'article 13, recevra une indemnité complémentaire égale à la différence entre la valeur du bien à l'état neuf au 1^{er} août 1914 et le coût de la réparation ou de la reconstitution.

En ce qui concerne les dommages aux bois et plantations, l'indemnité complémentaire sera égale au montant des frais d'aménagement et de replantation.

Si le préjudicié le demande, il lui sera accordé une avance égale à la dépréciation de vétusté dont il aura été tenu compte dans l'évaluation faite par application de l'article 13. Les conditions d'intérêt et de remboursement de ces avances seront fixées par arrêté royal. Un privilège qui primera tous autres droits réels garantira la créance de l'État.

Si le préjudicié ne demande pas à bénéficier du droit visé à l'alinéa précédent, il sera considéré comme ayant satisfait à l'obligation de remploi dès qu'il aura affecté la totalité des indemnités allouées à la reconstitution ou à la remise en état du bien.

Le tribunal fixera, en tenant compte des conditions acceptées ou imposées pour la réalisation du remploi, les époques auxquelles seront payées au sinistré les sommes allouées tant à titre d'avance qu'à titre d'indemnité.

Art. 16. — Le remploi immobilier doit être fait dans la commune, en immeubles ayant la même affectation ou une affectation analogue.

Le tribunal des dommages de guerre peut néanmoins autoriser :

1° Le remploi en un autre lieu du territoire national ;

2° Si les immeubles par nature ou par destination pour lesquels la réparation est demandée se rattachent à l'exploitation par le sinistré d'une entreprise industrielle, commerciale ou agricole, la substitution à l'entreprise antérieurement exploitée d'une entreprise présentant un intérêt économique au moins équivalent.

Art. 17. — Les cours et tribunaux des dommages de guerre, statuant sur conclusions conformes du commissaire de l'État, et à l'unanimité de leurs membres, peuvent :

1° Ne pas accorder les avantages attachés au remploi ;

2° Faire du remploi total ou partiel, la condition de l'octroi de l'indemnité.

Le tribunal s'inspirera aussi bien des intérêts légitimes du bénéficiaire que de l'intérêt public et des conditions tant régionales que générales de la vie économique.

La décision du tribunal sera toujours sujette à appel.

ART. 18. — Dans les entreprises industrielles et commerciales, l'alinéa premier et l'alinéa final de l'article 13 sont applicables à la reconstitution des matières premières, produits finis et marchandises en magasin endommagés, détruits, réquisitionnés ou enlevés; cependant il n'en sera ainsi que pour la quantité de ces matières, produits et marchandises qui sera déterminée dans chaque espèce par le tribunal, de manière à permettre l'exploitation normale de l'entreprise pendant une période qui ne pourra excéder six mois.

Cette quantité sera calculée d'après la moyenne des trois années qui ont précédé le 1^{er} août 1914.

ART. 19. — L'alinéa premier et l'alinéa final de l'article 13 sont également applicables :

1° A l'outillage industriel, commercial ou agricole, même non immeuble par destination ;

2° Aux animaux, même non immeubles par destination, ainsi qu'aux engrais, semences, récoltes, plantes vivantes, arbres, arbustes et produits divers nécessaires à la remise en culture ;

3° Aux meubles servant à l'exploitation des fonds de commerce ou à l'exercice des professions ;

4° Aux meubles meublants, linge, effets personnels, à l'exclusion de tout objet d'art ou de luxe.

ART. 20. — Les bénéficiaires ont la faculté de mettre en commun leurs droits à indemnité ou de les apporter en société en vue de la reconstruction et de la réexploitation d'établissements industriels, commerciaux ou agricoles, pourvu que les conditions du emploi soient observées.

ART. 21. — Si le préjudicié a déjà effectué le emploi, ou s'il s'oblige à l'effectuer, il en fera la déclaration par écrit.

Cette déclaration, si elle n'est pas faite dans la demande en réparation, sera déposée au greffe du tribunal dans un délai qui ne pourra excéder six mois à partir du jugement définitif fixant les indemnités conformément à l'article 13.

La demande du bénéfice du emploi, lorsqu'elle est formulée après que le tribunal saisi en premier ressort de l'instance principale a statué, est instruite et jugée conformément aux règles de procédure applicables à la réparation des dommages de guerre. Si l'instance principale est encore pendante devant la Cour, celle-ci surseoit à statuer jusqu'à ce qu'il ait été prononcé par le tribunal sur l'instance nouvelle ; les instances sont jointes de plein droit devant la cour et celle-ci statue par un seul et même arrêt.

ART. 22. — Le tribunal fixe le délai dans lequel la réparation doit être faite, la reconstitution terminée et éventuellement la remise en exploitation commencée. Il prescrit toutes mesures utiles pour assurer le contrôle du emploi.

Si les conditions du emploi ne sont pas observées, le tribunal des dommages de guerre et, à son défaut, la juridiction civile, prononcera contre le

préjudicié, sur la demande de l'État, la déchéance du bénéfice du emploi.

Cependant, il lui sera loisible d'accorder tel délai qu'elle jugera convenir afin de permettre à la partie défenderesse de s'acquitter de ses obligations.

En prononçant la déchéance, il condamnera le bénéficiaire à restituer en principal et intérêts les sommes qui lui auraient été versées à raison du emploi.

ART. 23. — En ce qui concerne les édifices civils ou cultuels, l'indemnité consiste dans la somme nécessaire à la reconstruction d'un édifice présentant le même caractère, ayant la même destination et au moins la même importance et offrant au moins les mêmes garanties de durée que l'immeuble détruit.

Le tribunal ne statue qu'après avis donné par la Commission royale des monuments.

ART. 24. — Si ces édifices présentent un intérêt national, historique ou artistique, le Ministre des Sciences et des Arts peut, de l'avis conforme de la même commission et les administrations intéressées entendues, ordonner leur reconstruction en leur état antérieur ou la conservation et la consolidation des ruines.

Les dépenses supplémentaires résultant le cas échéant de cette mesure sont à charge de l'État.

Si la reconstruction n'est pas autorisée sur l'emplacement des ruines, l'indemnité prévue à l'article 23 comprend les sommes nécessaires à l'acquisition d'un nouveau terrain. Dans ce cas, le droit à la réparation n'est ouvert au profit des établissements intéressés qu'à la condition qu'ils consentent à l'abandon, au profit de l'État, de la propriété de l'ancien terrain et des ruines.

ART. 25. — Lorsqu'il est établi que des mesures ayant pour objet d'empêcher l'extension ou l'aggravation des dommages ont été prises, une indemnité est accordée par le tribunal en remboursement des dépenses dûment justifiées qui ont été effectuées à titre de conservation.

Il en est de même des dépenses de démolition faites pour éviter des accidents ou pour obéir aux ordres de l'autorité compétente.

ART. 26. — Les indemnités allouées par la présente loi ne peuvent es cumuler avec aucune autre indemnité reçue à l'occasion des mêmes dommages, sauf les sommes allouées pour la construction d'abris provisoires.

Ces indemnités seront diminuées des sommes déjà reçues, à l'occasion des mêmes dommages.

L'allocation et le paiement d'une indemnité ne s'opposent pas, toutefois, à la participation des intéressés dans l'attribution des sommes que l'État aura recouvrées en vertu des conventions et des traités pour les dommages de toute nature qui n'auraient pas été réparés ou qui ne l'auraient été que partiellement par la présente loi.

CHAPITRE IV.

DES AUTRES MODES DE RÉPARATION.

ART. 27. — L'État a la faculté d'offrir, à titre de réparation, des immeubles ou des meubles de même espèce et valeur que les biens endommagés, détruits, réquisitionnés ou enlevés.

L'acceptation de cette offre sera soumise à l'agrégation du tribunal; celle-ci entraînera le transfert à l'État de la propriété du bien ayant donné lieu à la demande en réparation.

ART. 28. — En cas d'expropriation pour cause d'utilité publique d'un immeuble pouvant faire l'objet d'une demande en réparation fondée sur la présente loi, les indemnités allouées par le tribunal comprendront les réparations qui devaient revenir à l'intéressé en vertu du chapitre III ci-dessus.

En cas de mise en vente des biens expropriés, un droit de préférence pour le rachat sera réservé aux anciens propriétaires.

Ce droit sera exercé conformément à l'article 23 de la loi du 17 avril 1835 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

ART. 29. Si la remise en état doit s'effectuer conformément à un plan ou à des mesures de reconstruction d'immeubles décrétées par les pouvoirs publics compétents, le droit à réparation sera subordonné soit à l'acceptation sans indemnité de ce plan ou de ces mesures, soit à l'abandon de l'immeuble au profit de l'État.

Au cas d'abandon consenti, la réparation consistera dans la valeur au 1^{er} août 1914, sans préjudice à l'octroi éventuel d'une indemnité complémentaire permettant à l'intéressé d'acquérir un immeuble de mêmes espèce et valeur s'il offre de s'y engager.

Cette offre sera formulée, agréée et réalisée conformément aux dispositions des articles 24 et 22 de la présente loi.

ART. 30. — Dans les cas des articles 27 et 29, l'État sera subrogé, de plein droit, à concurrence des sommes payées, dans tous les recours qui peuvent appartenir au sinistré vis-à-vis des tiers.

CHAPITRE V.

DES DROITS DES COPROPRIÉTAIRES ET DES TIERS.

ART. 31. — Sans préjudice aux dispositions de l'article 17 ci-dessus :

1° En cas de copropriété indivise, le emploi est de droit, à moins que ceux qui constituent la majorité en valeur ne déclarent s'y opposer.

En cas de emploi, l'indivision est maintenue jusqu'à la reconstitution de la chose détruite, endommagée, réquisitionnée ou enlevée. Par application des articles 815 et 883 du Code civil, les copropriétaires peuvent cependant, d'un commun accord et à toute époque, procéder au partage de l'indivision comprenant l'immeuble endommagé en imposant à l'attributaire l'obligation du emploi ;

2° En cas d'usufruit ou d'emphytéose, le emploi est également de droit, s'il est demandé soit par le nu propriétaire, soit par l'usufruitier ou l'emphytéote.

ART. 32. — Les créanciers privilégiés, hypothécaires, antichrésistes ou gagistes, les usufruitiers, les emphytéotes, les titulaires d'un droit réel d'usage ou d'habitation ne peuvent pas s'opposer au emploi ni exiger le paiement de leur créance en argent avant l'échéance du contrat initial, prorogée de plein droit, sans frais, d'une période correspondant à l'interruption de jouissance.

Leurs droits sont reportés sur la chose reconstituée.

Toutefois, s'il s'agit de créanciers privilégiés, hypothécaires ou antichrésistes, et si des bâtiments grevés de leurs droits sont rétablis sur un autre emplacement, le privilège, l'hypothèque ou l'antichrèse continuera à porter en outre sur le terrain ayant servi d'assiette aux bâtiments détruits.

Dans tous les cas où un droit réel se trouvera reporté sur un autre immeuble en vertu des dispositions qui précèdent, ce transfert ne pourra être opposé aux tiers qui auront contracté sans fraude, qu'à partir du moment où il aura été publié par une transcription ou une inscription effectuée conformément aux prescriptions de la loi du 16 décembre 1851 après production tant d'une expédition de la décision qui aura autorisé ou imposé le emploi que des titres et pièces visés par les dites prescriptions. Les bordaux exigés par l'article 83 de la loi du 16 décembre 1851 contiendront l'indication spéciale de la nature et de la situation de l'immeuble nouvellement grevé; ils relateront en outre les particularités justifiant, aux termes de la présente loi, le transfert du droit sur cet immeuble. La demande de transcription sera accompagnée d'une déclaration du requérant relatant les mêmes indications et particularités; cette déclaration sera reproduite sur le registre du conservateur des hypothèques à la suite de la transcription.

Les créanciers et titulaires de droits réels dont il est question à l'alinéa 1^{er} du présent article seront admis comme intervenant dans la procédure en répartition.

ART. 33. — Les interventions seront formées par requête adressée au président du tribunal des dommages de guerre et remise ou envoyée par lettre recommandée au greffier du tribunal.

Les interventions seront inscrites, au fur et à mesure de leur réception, sur un tableau tenu au greffe à l'inspection du public.

A partir du jour de la réception de la requête, le greffier informera les intervenants des divers actes de procédure dans les mêmes délais, formes et conditions que les demandeurs en réparation.

ART. 34. — Aucune mesure d'exécution ne peut être exercée sur les biens formant objet du emploi jusqu'à l'expiration du douzième mois à compter de l'achèvement de ce emploi.

Les privilèges et garanties constitués sur des biens formant la matière du emploi sont prorogés de plein droit, sans charges fiscales, jusqu'à l'expiration de la période ci-dessus.

Si, au cours de cette période, les inscriptions hypothécaires grevant les dits biens doivent être renouvelées pour prévenir la péremption, le renouvellement ne peut donner lieu à la perception de droits d'inscription et de timbre lorsqu'il ne concerne pas d'autres immeubles et que les bordereaux mentionnent le jugement qui agréé ou impose le remploi.

Les mêmes bordereaux sont également exempts du droit de timbre.

Les salaires du conservateur des hypothèques sont supportés par l'État.

ART. 35. — L'assureur des risques de guerre qui a payé le dommage est subrogé, conformément à la loi du 11 juin 1874, aux droits accordés par la présente loi, à charge d'accomplir les obligations qu'elle impose.

ART. 36. — Sont également subrogés aux droit à réparation, dans les limites de sommes payées ou avancées :

1° Les communes pour les dommages réparés par la présente loi ;

2° Toutes personnes physiques et juridiques qui ont fait aux sinistrés des avances ayant servi à réparer, reconstruire ou remplacer la chose endommagée, détruite, réquisitionnée ou enlevée.

Cette subrogation ne pourra être opposée à l'État et aux tiers qui auront contracté sans fraude, qu'à partir du moment où elle aura été signifiée au bureau central des cessions et nantissements pour les créances de réparation des dommages de guerre.

ART. 37. — Le sinistré peut, jusqu'à la décision définitive sur la demande en indemnité, écarter le subrogé moyennant remboursement des sommes payées par celui-ci, des intérêts légaux et des frais justifiés.

ART. 38. — En cas de non-remploi, les créanciers privilégiés, hypothécaires ou antichrésistes, ainsi que les créanciers chirographaires peuvent, avec l'autorisation du tribunal des dommages de guerre, donnée en chambre du conseil après avis du commissaire de l'État, le débiteur entendu, et en souscrivant aux conditions du remploi au lieu et place du débiteur, exercer les droits attribués à ce dernier par la présente loi pour la reconstitution de leur gage. Le bénéfice de cette disposition n'appartient aux étrangers en Belgique que dans les conditions prévues à l'article 8.

Les créanciers ne peuvent exercer l'action qui leur est réservée qu'après un délai de quinze jours à compter de la mise en demeure faite par eux à leur débiteur. Au cas de demande introduite par l'ayant droit, l'intéressé en est avisé par les soins du greffier du tribunal ou de la cour des dommages de guerre.

ART. 39. — En cas de non-remploi, l'indemnité est attribuée aux créanciers privilégiés, hypothécaires ou antichrésistes, suivant leur rang, sans qu'il y ait besoin de délégation expresse.

Si l'immeuble est l'objet de droits d'usage ou d'habitation ou si sa destruction ou dévastation a causé préjudice au titulaire d'une servitude qui le grève, l'indemnité est répartie entre le propriétaire et les titulaires de ces droits au prorata de leurs intérêts respectifs.

Si l'immeuble est grevé d'usufruit, l'indemnité est versée à l'usufruitier à charge pour celui-ci de fournir caution et de remettre la somme au nu propriétaire à la fin de l'usufruit, conformément aux articles 601 et 587 du Code civil.

ART. 40. — Toutes oppositions au paiement doivent être formées dans le mois qui suivra la fixation définitive de l'indemnité par une lettre recommandée adressée au bureau central des cessions et nantissements pour les créances de réparation des dommages de guerre.

ART. 41. — Les tribunaux de dommages de guerre connaissent des contestations dérivant de l'application du présent chapitre.

CHAPITRE VI.

DE LA PROCÉDURE EN RÉPARATION.

ART. 42. — Les indemnités revenant aux sinistrés sont fixées par les cours et tribunaux des dommages de guerre institués en exécution de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, relatif à la constatation et à l'évaluation des dommages résultant des faits de la guerre.

Il sera fait application de toutes les dispositions de cet arrêté-loi non contraires à la présente loi.

Les indications et évaluations que doit contenir la demande en réparation peuvent, par dérogation à l'article 29 de l'arrêté-loi, être réglées par arrêté royal.

ART. 43. — Les cours et tribunaux des dommages de guerre fixent le montant des indemnités accordées en vertu de la présente loi, par une décision distincte pour chacune des catégories de dommages déterminées par l'arrêté royal pris en exécution de l'article 20 de l'arrêté-loi du 24 octobre 1918.

Ils indiquent séparément, dans le dispositif de leur décision, notamment l'indemnité de réparation, l'indemnité complémentaire de remploi et éventuellement le montant des avances attribuées en vertu de l'article 15, ainsi que les conditions fixées pour le remploi et pour les avances.

ART. 44. — Lorsque la décision qui fixe une indemnité ou une allocation provisionnelle est devenue définitive, le greffier du tribunal ou de la cour des dommages de guerre en informe, par lettre recommandée, le Ministre des Affaires économiques. Il lui transmet en même temps le dispositif de la décision.

CHAPITRE VIII.

DES ALLOCATIONS PROVISIONNELLES.

ART. 45. — Les cours et tribunaux des dommages de guerre peuvent en tout état de cause, le commissaire de l'État entendu, accorder des allocations provisionnelles, à valoir sur les indemnités prévues par la présente loi.

ART. 46. — Les allocations provisionnelles relatives à des biens meubles et immeubles pour lesquels le emploi est prévu par les articles ci-dessus, ne peuvent être accordées que pour réparation, reconstruction ou reconstitution du bien endommagé, détruit, réquisitionné ou enlevé.

Elles ne peuvent être allouées qu'aux sinistrés souscripteurs d'une déclaration de emploi conformément à l'article 21 ; ceux-ci ne sont plus recevables à retirer cet engagement lorsqu'une allocation provisionnelle leur a été accordée.

ART. 47. — Les demandes provisionnelles sont formées par requête déposée au greffe du tribunal ou de la cour saisie de la demande principale.

Il est procédé sur la requête conformément aux dispositions des articles 42 à 44 ci-dessus.

ART. 48. — Si la décision définitive attribue des indemnités inférieures aux allocations provisionnelles, les titres qui représentent celles-ci sont annulés et remplacés par de nouveaux titres du montant des indemnités définitives :

L'État reste néanmoins tenu de payer, à concurrence du montant des allocations provisionnelles, aux tiers de bonne foi, cessionnaires ou créanciers gagistes de ces allocations, les sommes que le sinistré a reçues de ces derniers ou qu'il leur doit du chef des conventions conclues en conformité des dispositions de la présente loi sur la cession et le gage.

Dès la décision définitive, l'État est en droit de répéter à charge du sinistré la différence entre la somme qu'il aura payée ou qu'il sera tenu de payer en vertu de l'alinéa précédent, et le montant de l'indemnité fixée par la décision.

Il y a lieu à décompte des intérêts et accessoires

CHAPITRE VIII.

DU PAIEMENT DES INDEMNITÉS.

ART. 49. — Dans le mois de la décision définitive de la cour ou du tribunal des dommages de guerre, il est remis au bénéficiaire, par les soins du Ministre des Finances, un titre du montant des indemnités allouées par la décision.

Le titre mentionne les conditions fixées par la décision et par la loi pour le emploi et pour les avances.

ART. 50. — Les indemnités sont productives d'un intérêt de 5 p. c. à partir du 1^{er} janvier 1920 ou de la date du dommage si celui-ci est postérieur à cette date.

ART. 51. — Le titre est nominatif; la créance qui en fait l'objet ne peut être cédée ou mise en gage que dans les conditions établies ci-après.

ART. 52. — Les indemnités définitives ou provisionnelles accordées à charge de emploi et les avances sont payées aux époques fixées par les déci-

sions des tribunaux des dommages de guerre, conformément à l'article 15 ci-dessus.

ART. 53. — L'époque et le mode du paiement sont, dans les autres cas, fixés par arrêté royal.

ART. 54. — Le titre est annulé si la déchéance de l'indemnité est prononcée.

CHAPITRE IX.

DE LA CESSION ET DE LA MISE EN GAGE.

ART. 55. — Peuvent être cédés et mis en gage :

1° Le droit à réparation organisé par la présente loi ;

2° Les allocations provisionnelles et les indemnités définitives allouées en exécution des dispositions ci-dessus.

ART. 56. — Le droit à réparation relatif à des meubles et immeubles pour lesquels le emploi est agréé ou imposé conformément au chapitre III ci-dessus, ainsi que les indemnités et les allocations provisionnelles accordées avec obligation de emploi, ne peuvent être cédés et mis en gage qu'à la condition que le prix de la cession ou la somme prêtée soit employé à la réparation, à la reconstruction ou au remplacement des biens endommagés, détruits, réquisitionnés ou enlevés.

ART. 57. — Sont inopérantes toutes saisies des indemnités dont le emploi est agréé ou imposé, mais pour autant seulement que ce emploi soit effectué dans les délais fixés en conformité de l'article 22.

ART. 58. — La cession n'est opposable au tiers et le gage n'est valablement constitué que moyennant l'accomplissement des conditions et des formes exigées respectivement par les articles 1689 et suivants et par les articles 2071 et suivants du Code civil pour la cession et pour la mise en gage des créances et autres droits incorporels.

ART. 59. — Les prescriptions des articles 1689 et 2076 du Code civil ne sont pas applicables à la cession et à la mise en gage du droit à réparation.

ART. 60. — Les significations ou acceptations authentiques prévues aux articles 1690 et 2075 seront faites à l'Etat ou fournies par celui-ci à l'intervention du Bureau central des cessions et nantissements pour les créances de réparation des dommages de guerre.

Ces significations peuvent être remplacées, en ce qui concerne les indemnités définitives et les allocations provisionnelles, par la mention de la cession ou du gage inscrite par le chef de ce bureau sur le titre délivré conformément à l'article 49.

ART. 61. — Les actes de cession et de gage, ainsi que les significations, les acceptations et les mentions prévues à l'article précédent, sont exempts de droit de timbre et enregistrés gratis.

ART. 62. — La cession et le gage ne produisent leurs effets que sous réserve et sans préjudice des droits régulièrement acquis à des tiers sur les biens pour lesquels l'indemnité est demandée ou accordée. Le cessionnaire et le créancier gagiste exercent leurs droits par préférence à tous autres sur les indemnités lorsque les sommes payées ou prêtées par eux ont été employées à la réparation, à la reconstruction ou au remplacement des biens endommagés, détruits, réquisitionnés ou enlevés.

ART. 63. — Toute cession antérieure à la publication de la présente loi sera résiliée à la demande du cédant moyennant remboursement par lui de la somme effectivement payée, des intérêts légaux et des frais.

La demande devra être formée, à peine de déchéance, dans les deux mois de la publication de la présente loi.

ART. 64. — L'organisation du Bureau central des cessions et nantissements pour les créances de réparation des dommages de guerre est réglée par un arrêté royal.

CHAPITRE X.

DU CONSEIL SUPÉRIEUR DES DOMMAGES DE GUERRE.

ART. 65. — Il est constitué un Conseil supérieur des dommages de guerre ayant pour mission :

1° De contrôler l'emploi par les sinistrés des sommes mises à leur disposition en vue de la reconstitution du bien ;

2° De proposer toutes les mesures susceptibles d'assurer l'application uniforme et complète de la loi, notamment : déterminer toutes les mesures de nature à atténuer le préjudice subi par les sinistrés ou à hâter la reconstitution des biens détruits ou endommagés ; favoriser le groupement des sinistrés dans le but de réaliser cette reconstitution dans des conditions aussi favorables que possible ; veiller à ce que les sinistrés soient à même de se servir de tous les matériaux pouvant être utilisés en vue du rétablissement des choses détruites ou détériorées.

ART. 66. — Ce conseil se compose de cinq membres au moins, plus un secrétaire, nommés par arrêté royal. Il est présidé par le Ministre des Affaires économiques ou son délégué.

ART. 67. — Un arrêté royal règle le fonctionnement du conseil et fixe les jetons de présence alloués à ses membres, ainsi que l'indemnité attribuée au secrétaire.

ART. 68. — Le Roi peut, en outre, instituer des commissions provinciales de dommages de guerre dont il détermine la composition et le fonctionnement.

CHAPITRE XI.

DISPOSITIONS DIVERSES.

ART. 69. — L'introduction d'une demande en réparation devant le tribunal des dommages de guerre entraîne renonciation à toute action contre

l'État et les administrations publiques à raison des mêmes faits ou dommages.

Les sinistrés pourront, s'ils se trouvent dans les délais de l'article 73, et après désistement des actions qu'ils auraient introduites devant les tribunaux ordinaires et qui seraient encore pendantes, introduire devant les tribunaux des dommages de guerre les demandes en réparation basées sur la présente loi.

ART. 70. — L'article 57, alinéa 3, de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 est remplacé par la disposition suivante :

Les décisions rendues en dernier ressort par les cours et tribunaux des dommages de guerre peuvent être l'objet d'un recours devant la Cour de cassation, pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi conformément au titre II du livre IV du Code de procédure civile et aux articles 80 et 88 de la loi du 27 Ventôse an VIII.

Les articles 116 à 120 de la loi du 12 avril 1894 sont applicables aux recours en cassation formés en vertu de l'alinéa précédent.

ART. 71. — Les frais de déblaiement, de délimitation, d'alignement et de nivellement des voies publiques, nécessités par les mesures ou faits visés à l'article 2, sont à charge de l'État.

Il en est de même des frais de bornage des propriétés dont les limites ont disparu par les faits de la guerre.

ART. 72. — Les sociétés civiles ayant pour objet la reconstitution des biens endommagés, détruits, réquisitionnés ou enlevés par faits de guerre peuvent, sans perdre leur caractère civil, emprunter les formes des sociétés commerciales en se soumettant aux dispositions des lois du 18 mai 1873, 26 décembre 1881, 22 mai 1886, 16 mai 1901 et 25 mai 1913, coordonnées.

ART. 73. — Sont déchus de tout droit à l'indemnité ceux qui n'auront pas introduit leur demande en réparation dans le délai de six mois à dater de la publication de la présente loi.

Toutefois les tribunaux des dommages de guerre pourront, pendant un second délai de six mois, relever de la déchéance, pour empêchement justifié.

ART. 74. — Peut être déclaré déchu en totalité ou en partie du droit à indemnité, celui qui par fraude aura obtenu ou tenté d'obtenir une indemnité supérieure à celle à laquelle il a droit.

La répétition des sommes induement perçues sera poursuivie, à la requête de l'État, devant les tribunaux civils.

L'action en répétition sera prescrite par un délai de deux ans, à partir de la décision définitive sur la demande en réparation.

ART. 75. — Un crédit non limitatif de cinq cents millions de francs est ouvert au gouvernement pour faire face aux dépenses occasionnées par l'exécution de la présente loi.

Les sommes avancées en vertu de la loi relative à des avances par l'État pour les dommages causés aux biens par les faits de la guerre, seront également imputées sur ce crédit.

ART. 76. — Sont abrogés :

1° L'arrêté-loi du 12 novembre 1918, relatif aux allocations provisionnelles en matières de dommages aux biens;

2° Les articles 2 et 3 de l'arrêté-loi du 11 novembre 1918, relatif à la cession et à la mise en gage du droit à la réparation des dommages de guerre.

ART. 77. — Les décisions qui auraient été rendues avant la publication de la présente loi par des cours ou tribunaux des dommages de guerre sur des demandes relatives à des dommages visés dans la présente loi, seront revues et complétées conformément à ses dispositions.

A cette fin, dans le mois de sa publication, les intéressés et le commissaire de l'État seront appelés pour être entendus en leurs observations et conclusions, au jour et à l'heure fixés par le président, devant la cour et le tribunal qui a rendu la décision. La convocation sera faite par le greffier conformément à l'article 43 de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 10 mai 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,

HENRI JASPAR.

Vu et scellé du sceau de l'État,

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.

